



photothèque LA PRESSE

L'emprisonnement de Nicholas Daniloff a soulevé une véritable tempête dans le milieu journalistique.



photothèque LA PRESSE

L'URSS qu'on présente aux touristes est bien différente de celle que connaissent les correspondants des médias.

## L'AFFAIRE DANILOFF

# Pour le journaliste étranger, l'URSS est un champ de mines



JOONEED KHAN

« Pour un journaliste occidental, fonctionner à Moscou, c'est comme avancer sur un champ de mines. Voilà pourquoi j'ai abandonné la carrière : je savais que, tôt ou tard, ça finirait mal et que je finirai par sauter ».

David Levy, qui inaugura le bureau de CBC à Moscou en 1964 et y demeura 10 ans comme reporter, commente ainsi, pour LA PRESSE, l'arrestation du journaliste américain Ni-

cholas Daniloff, qu'il connut bien à l'époque car celui-ci travaillait alors pour l'agence UPI dans la capitale soviétique.

« Après 20 années de prudence, Nick Daniloff a fini par sauter sur une mine », dit-il.

Daniloff, 52 ans, est né à Paris d'une famille d'émigrés russes. Son grand-père fut chef de la sécurité dans l'armée tsariste et un de ses aïeux était un *décembriste*, ayant participé au soulèvement de 1825 contre le tsar Nicholas I<sup>er</sup>.

### Fin de mandat

Réassigné à Moscou il y a cinq ans, il devait terminer ce mois-ci son mandat de correspondant de l'hebdomadaire *US News and World Report*, mais il était arrêté samedi dernier par huit agents du KGB dans le parc du Mont-Lénine, au moment où il venait de recevoir

une enveloppe des mains d'un ami soviétique.

Selon son éditeur, Mortimer Zuckerman, qui a passé 90 minutes avec lui dans la cellule de huit pieds sur dix que Daniloff partage avec un codétenu à la prison de Lefortovo, l'enveloppe contenait des coupures de presse reflétant la façon dont Mikhaïl Gorbatchev est perçu dans les provinces, des photos d'amateur envoyées à la revue *Il* y a un an mais jamais publiées, et les négatifs de deux cartes.

« Une certaine naïveté apparente chez un correspondant de son expérience peut étonner, dit Levy, mais je pense que Daniloff aurait été arrêté même s'il n'avait pas accepté l'enveloppe. Il n'y avait pas de témoins, et le KGB voulait l'incriminer ».

### Monnaie d'échange

La raison ? « Obtenir une monnaie d'échange pour faire libérer le fonctionnaire soviétique de l'ONU, Guennadi Zakharov, arrêté pour espionnage à New York il y a deux semaines », dit Levy, qui qualifie l'arrestation de Daniloff de « prise d'otage ».

Peter Worthington, à l'époque correspondant du défunt *Toronto Telegram* à Moscou où il connut lui aussi Daniloff, est d'accord.

« L'arrestation de Zakharov a pris le KGB de court, estime-t-il. Surtout qu'il n'a pas d'immunité diplomatique. Le KGB, qui connaît Daniloff depuis 20 ans, lui a tendu un piège juste avant son départ, espérant l'échanger contre Zakharov, car Daniloff non plus n'a pas d'immunité diplomatique ».

Dans une conversation avec LA PRESSE, David Halton, qui fut correspondant de CBC à Moscou en 1977-78, y voit en outre, quant à lui, une tentative de la vieille bureaucratie de ternir l'image d'ouverture, de libéralisation et de sophistication que Mikhaïl Gorbatchev veut projeter.

### Résistances

« J'étais en URSS en octobre dernier et j'y ai rencontré un frère de Gorbatchev, haut cadre dans la métallurgie, confie Halton. Il m'a dit qu'il y avait d'énormes résistances de la part des bureaucrates face aux réformes lancées par Gorbatchev. Ces bureaucrates sont traumatisés par les purges en cours et ils ont beaucoup d'influence ».

Halton craint aussi que des faucons soviétiques, rejoignant

en cela des faucons américains, ne profitent de l'affaire Daniloff pour tenter de torpiller la rencontre Shultz-Chevardnadze des 19 et 20 septembre — déjà remise une fois par Moscou après le raid américain contre la Libye en avril —, et surtout le Sommet Gorbatchev-Reagan prévu cette année.

« Gorbatchev semble tenir à ce Sommet et il faut croire qu'il recherchera une solution rapide à l'affaire Daniloff, sinon on risque l'escalade ».

« Ce Sommet est bien trop important, renchérit Worthington. Les enjeux sont énormes. Et le Kremlin a plus à gagner que nous ».

### Une première

L'affaire Daniloff est sans précédent parce que c'est la première fois qu'un journaliste

étranger est emprisonné en URSS. « Jusque-là, les Soviétiques avaient l'habitude d'expulser les correspondants qu'ils n'aimaient pas, dit David Levy. C'est la première fois qu'ils en incarcèrent un ».

Le dernier cas le plus ressemblant dont Levy et Worthington se souviennent est celui du professeur américain Frederick Barghoorn, un soviétologue de Yale, qui fut arrêté en 1963 dans son hôtel de Moscou par des agents du KGB après qu'il eut pris livraison d'un colis.

Selon une hypothèse, Moscou aurait voulu s'en servir comme monnaie d'échange pour faire libérer Igor Ivanov, un chauffeur soviétique arrêté quelques jours plus tôt pour espionnage aux États-Unis.

### Vulnérable

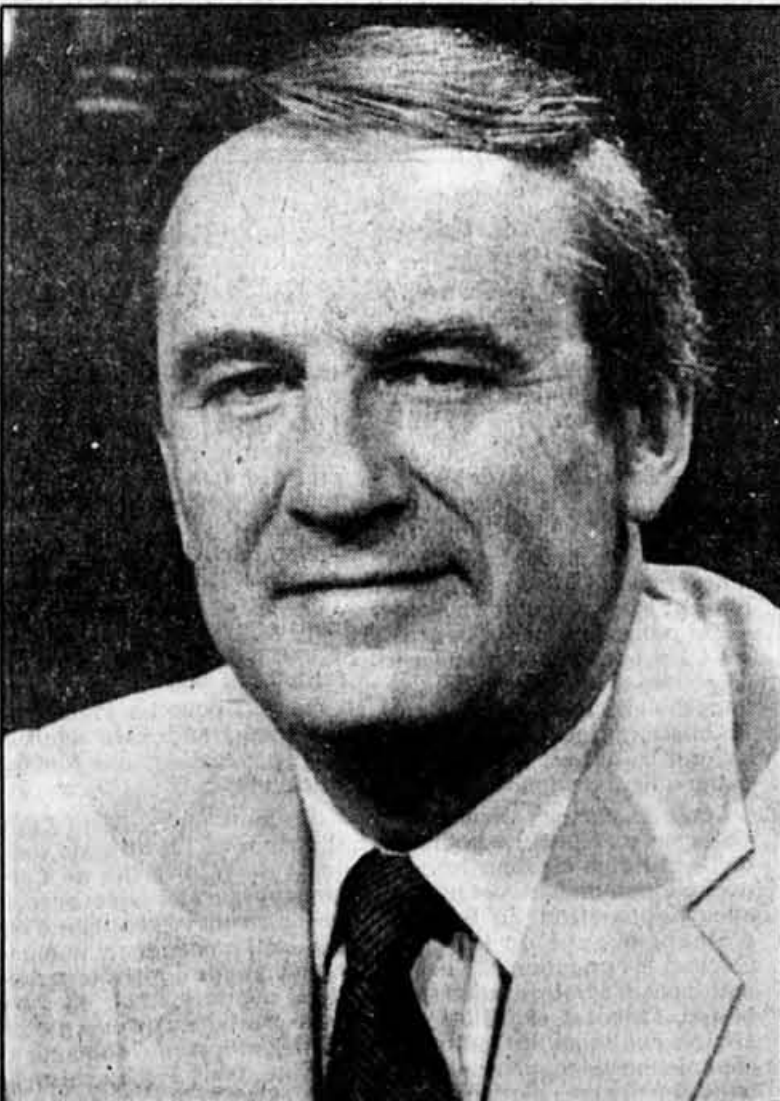
« Mais le président John

Kennedy se montra très ferme, et l'une de ses dernières réussites avant son assassinat fut d'obtenir la libération de Barghoorn, dit Levy. Mais c'était un universitaire, pas un journaliste ».

Levy, qui raconte son expérience dans le livre *Confessions of a Moscow Correspondent*, affirme que le journaliste étranger est extrêmement vulnérable en URSS, à la merci, à la fois, « d'un système totalitaire qui contrôle tout » et « de ses propres éditeurs qui tiennent tellement au prestige de la dépêche datée de Moscou qu'ils contraignent leurs reporters à une prudence stérile ».

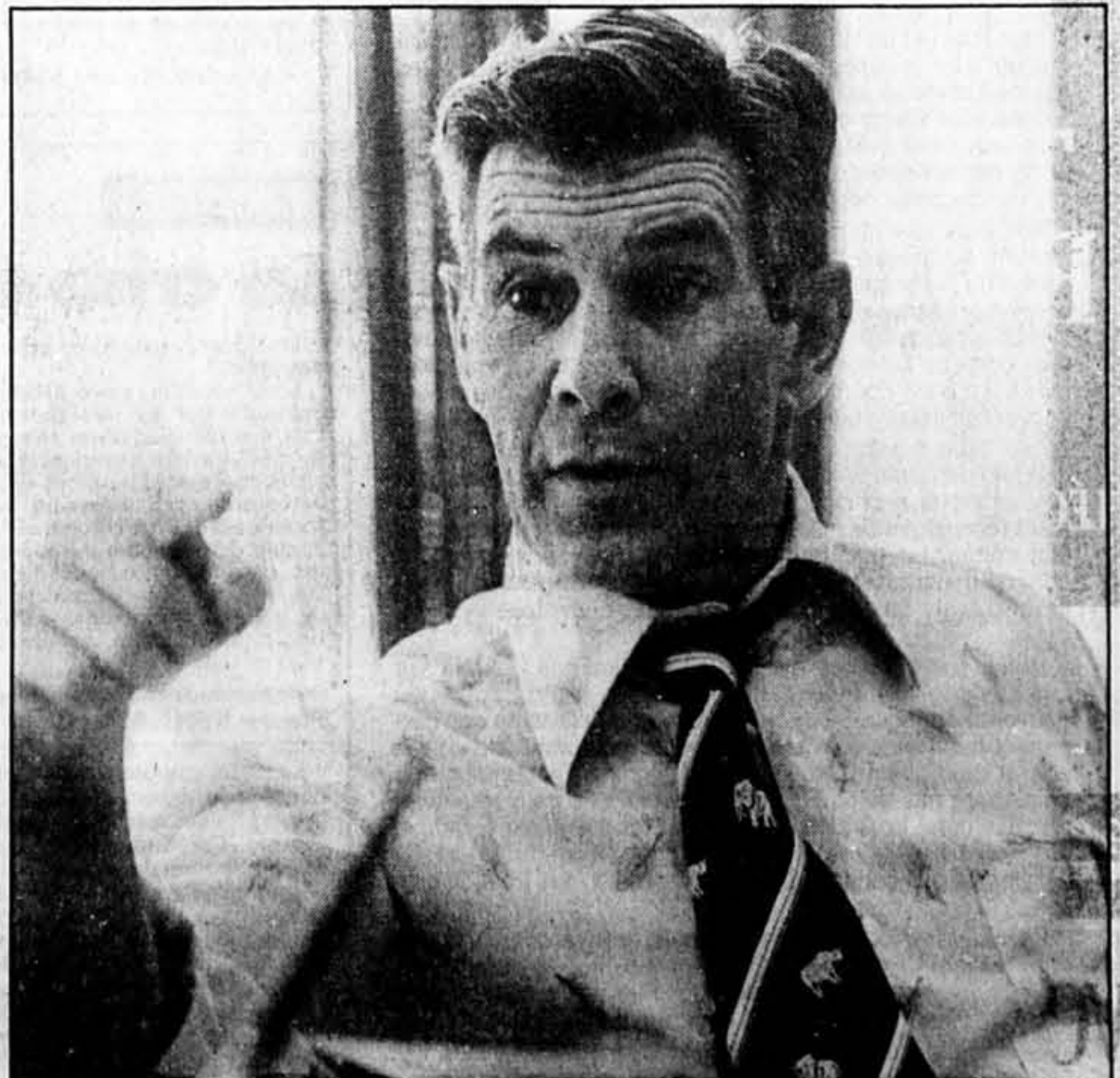
« Les Soviétiques connaissent bien comment fonctionne notre presse, dit-il. Nous

voir PATIENCE en B 6



David Halton, qui fut correspondant de CBC à Moscou en 1977-78, y voit une tentative de la vieille bureaucratie de ternir l'image d'ouverture, de libéralisation et de sophistication que Mikhaïl Gorbatchev veut projeter.

photothèque LA PRESSE



Pour Peter Worthington, « l'arrestation de Zakharov a pris le KGB de court. Surtout qu'il n'a pas d'immunité diplomatique. Le KGB, qui connaît Daniloff depuis 20 ans, lui a tendu un piège juste avant son départ, espérant l'échanger contre Zakharov, car Daniloff non plus n'a pas d'immunité diplomatique ».

photothèque LA PRESSE

## Les oubliés de l'État

Ils ne sont pas assez nombreux. Ils sont surchargés de travail. Ils sont mal soutenus par des services de recherche et de secrétariat dérisoirement insuffisants. Ils sont gravement sous-payés.

On les a reconnus. Ce sont les 202 membres de l'Association des substituts du procureur de la Couronne du Québec. Ces avocats sont au service de la Justice, défendent les droits de la collectivité, travaillent pour l'État.

Par la voie habituelle des négociations, ils ont patiemment revendiqué de meilleures conditions de travail et des salaires au moins comparables à ceux de leurs confrères de l'Ontario, du Nouveau-Brunswick, de l'Alberta, de la Saskatchewan, de la Colombie-Britannique qui sont tous mieux payés qu'au Québec. Ici, c'est 29 585 \$ après cinq ans de pratique. En Ontario, c'est 42 100 \$, en Alberta 51 036 \$, au Nouveau-Brunswick 43 391 \$, en Saskatchewan 47 500 \$. Ils ont revendiqué, mais sans succès.

Pour attirer l'attention, ils ont fait des «journées d'étude» le 28 août et le 3 septembre, paralysant largement l'appareil judiciaire mais prévoyant chaque fois des «services essentiels» pour les cas d'urgence.

De partout, et jusqu'au sommet de la pyramide sociale, ils reçoivent des appuis moraux: le juge en chef de la Cour d'appel du Québec, le juge en chef de la Cour supérieure; le juge en chef de la Cour des sessions de la paix, l'Association des avocats de la défense, le bâtonnier du Québec, le Comité Rouleau qui a étudié la question et donne raison aux procureurs, et même Me Daniel Jacoby, sous-ministre du Procureur général, qui lance cette observation: «À mon point de vue, c'est un dossier qui est aussi sympathique que celui des infirmières.»

Comme les infirmières, les procureurs de la Couronne sont en effet les délaissés, les oubliés de l'État. N'importe quel avocat, haut-fonctionnaire, juge ou ministre reconnaît publiquement ou privément que les infirmières du Québec méritent un meilleur sort, que le temps est venu de les payer décemment, qu'elles ont raison de se mettre en colère, que la société est injuste en ne leur offrant qu'une majoration de 3,5 p. cent.

De même, les citoyens éclairés, tout comme les membres du gouvernement, savent bien qu'une rémunération équitable en faveur des procureurs de la Couronne contribuerait à assurer l'indépendance, la compétence et l'intégrité de ces hommes et femmes dont la mission consiste à protéger et à défendre l'intérêt public. Il faut sept ans à un procureur de la Couronne pour atteindre le salaire d'un policier au début de sa carrière.

Dans ces conditions, le Québec s'expose à perdre ses meilleurs procureurs qui, malgré leur désir de bien servir la Justice et la société, passeront du côté des avocats de la défense. Ainsi, l'État affaiblit l'administration de la Justice.

On s'étonne d'avoir à rappeler de tels arguments qui ressemblent à des truismes. Qui donc alors refusent d'entendre raison? Est-ce M. Herbert Marx, ministre de la Justice? On chuchote au contraire qu'il plaide la cause des procureurs auprès de ses collègues du gouvernement.

Est-ce le Premier ministre, qui s'est pourtant montré sympathique à l'égard du dossier des infirmières et qui, par voie de conséquence, devrait appuyer la cause des procureurs?

C'est encore Me Jacoby qui souffle la réponse à l'un des journalistes de La Presse: «Le Conseil du Trésor n'est pas tellement ouvert à ce genre de choses-là...»

Que le Conseil du Trésor et son président, M. Paul Gobeil, soient résolus à protéger la caisse de l'État contre ceux qui voudraient la dilapider, les citoyens ne peuvent que s'en réjouir. Mais ce n'est pas abuser du Trésor de l'État que de payer convenablement celles qui soignent les malades et ceux qui servent la justice. La règle du 3,5 p. cent souffrira bien ces deux exceptions.

MICHEL ROY

## Un missionnaire en Afrique du Sud

La collation de Mgr Desmond Tutu comme archevêque du Cap et primat anglican d'Afrique du Sud marque une étape importante. Comme il se doit, le «who's who» de l'anti-apartheid qui assistera à la messe dans la cathédrale du Cap rendra hommage à son rôle de dénonciateur sur la scène internationale des politiques raciales sud-africaines. Le travail qu'il doit accomplir dans son pays est toutefois beaucoup plus ardu.

Lors de son passage à Montréal, Mgr Tutu a affirmé qu'il est le pasteur de tous les Sud-Africains, des Blancs comme des Noirs. Les lois, les coutumes, les haines et les mauvaises habitudes font de son ministère une tâche herculéenne, surtout s'il continue son activité politique. Or, tout porte à croire qu'il conçoit son activité politique comme la partie la plus importante de son ministère.

Mgr Tutu est un Noir qui est arrivé au faite d'une organisation qui a longtemps fait partie de l'establishment blanc. Ses fidèles blancs et les Blancs en général suivent ses faits et gestes pour voir comment évolue une organisation qui s'est manifestement africanisée: comment arrivera-t-il à concilier la promotion des droits des Noirs sans s'aliéner la bonne volonté de beaucoup de Blancs?

Pas plus que les Noirs, les Blancs d'Afrique du Sud ne forment un groupe homogène. S'il y a des partisans à outrance de l'apartheid, il y a aussi des adversaires farouches, comme Madame Helen Suzman qui n'a cessé de dénoncer ce système pendant 30 ans au Parlement. Il se trouve aussi beaucoup de Blancs qui flottent entre les deux: l'apartheid leur assure un confort précaire mais ils ne s'opposeraient pas à l'élimination de ce système qu'ils savent indéfendable.

Mgr Tutu est maintenant bien placé pour convaincre la majorité des Blancs qu'ils ont plus à gagner par une liquidation rapide et pacifique de l'apartheid que par un durcissement réciproque de politiques extrêmes de part et d'autre. Il est, certes, un peu tard pour les Blancs de s'en rendre compte maintenant, mais il n'est jamais trop tard pour essayer d'éviter un affrontement entre deux adversaires formidables.

Ce qui permet de penser qu'une solution non violente soit toujours possible est le caractère un peu schyzophrène du gouvernement sud-africain. Antidémocratique dans son traitement des Noirs, il se targue d'avoir une forme démocratique et de respecter les lois. Les tribunaux, notamment, ne se rangent pas automatiquement du côté du gouvernement. Par exemple, la Cour suprême du Natal a déclaré qu'une grande partie des mesures prises pour bâillonner la presse est illégale et a condamné le gouvernement aux frais du procès.

Le gouvernement pourra toujours trouver des moyens pour exercer sa répression, mais les structures existent pour permettre aux Blancs d'infléchir le gouvernement vers une liquidation plus rapide de l'apartheid.

Le ministère de Mgr Tutu consiste donc à convaincre les Blancs que l'élimination de l'apartheid est non seulement nécessaire au nom de la religion et de la justice, mais aussi une question de simple bon sens. Il restera le prophète des aspirations des Noirs, mais il doit faire un travail de missionnaire auprès des Blancs.

FRÉDÉRIC WAGNIÈRE



Droits réservés



Marcel Adam

## Sans puissance militaire à quoi rime la souveraineté?

Les questions de défense sont forcément abstraites pour les personnes qui n'ont jamais eu de contact avec les réalités militaires.

Mais une visite à un poste de la ligne de Détection lointaine avancée (DEW), qui traverse l'Alaska, le Canada et le Groenland à l'intérieur du cercle arctique, fait découvrir d'une façon concrète que nous vivons dans un monde constamment menacé d'une guerre globale et qu'un système d'alerte efficace est une composante essentielle de la stratégie de dissuasion.

Après un premier réflexe de révolte devant la folie autodestructrice de l'espèce humaine, le réalisme reprend le dessus et on parvient à apprécier ces installations en fonction de leur efficacité technique, de leur utilité stratégique, de leur signification politique.

On sait que la ligne DEW, conçue pour détecter une attaque aérienne, est incapable aujourd'hui de répondre à la menace que représentent les nouveaux bombardiers et les missiles de croisière lancés en vol que l'URSS met actuellement au point. C'est pourquoi il a été décidé de la moderniser d'ici à 1992.

À vrai dire elle sera rempla-

cée par un nouveau réseau de radars appelé Système d'alerte du Nord (NWS), qui sera considérablement plus sophistiqué et hermétique que le précédent.

Cette entreprise colossale, qui est financée par les États-Unis et le Canada et découle du nouvel Accord sur la défense aérospatiale du Nord (NORAD), coïncide avec la nouvelle prise de conscience du problème de la souveraineté et de la défense du Canada.

C'est pourquoi, durant son périple de la semaine dans le Grand Nord, le ministre de la Défense Perrin Beatty a cru nécessaire d'attirer maintes fois l'attention des journalistes sur le fait que les nouveaux accords de défense canado-américains ont été conclus dans le respect de la souveraineté du Canada, que son gouvernement est déterminé à affirmer les droits souverains du Canada, notamment sur la Région du Nord et les côtes arctiques.

Si le Canada a toujours été jaloux de sa souveraineté politique et culturelle, il ne se préoccupait à peu près plus de sa souveraineté territoriale depuis que son seul voisin immédiat, les États-Unis, a renoncé à annexer le Canada par les armes. Ça ne date donc pas d'hier.

Mais les choses ont changé. Depuis quarante ans le monde est divisé en deux blocs antagoniques dominés par deux super-puissances qui menacent de se livrer une guerre nucléaire par dessus le territoire canadien.

Or, curieusement, le Canada sent moins sa souveraineté menacée par l'ennemi soviétique, dont il est protégé par l'immense désert du Grand Nord, que par son allié américain. Parce que le Canada est le glacis des États-Unis, comme le sont les pays satellites de l'Europe de l'Est qui forment la ceinture protectrice de l'URSS, il était fatal qu'un jour ou l'autre les Canadiens prendraient ombrage de l'intérêt que les USA portent au territoire canadien dans leur stratégie de défense.

Comme la géographie et l'histoire ont lié le sort des deux pays, la défense du continent nord-américain est indivisible. Mais l'ennui, c'est que le Canada s'est toujours comporté comme s'il n'y avait pas un lien étroit entre l'exercice de la souveraineté et la capacité de la défendre par les armes. C'est ainsi que tout en proclamant verbalement sa souveraineté il s'en est remis presque totalement à son puissant voisin et ami pour sa défense.

Mais les incidents diplomatiques provoqués par la traversée de ses eaux arctiques, via le passage du Nord-Ouest, du SS *Manhattan*, en 1969, et du *Polar Sea*, en 1985, ont fait réaliser à beaucoup de Canadiens que la souveraineté a horreur du vide militaire.

À la suite de quoi de modestes efforts ont été annoncés au chapitre de la défense maritime. Et en vertu du nouvel accord canado-américain de détection et de défense de notre espace aérien, le Canada contribuera sa part.

Mais est-il prêt à renoncer à certains programmes sociaux ou autres pour mieux affirmer et défendre sa souveraineté? Sinon il ne faudra pas se plaindre si les Américains empiètent occasionnellement sur nos droits souverains pour suppléer à notre négligence de défendre convenablement notre territoire.

*Jeudi dernier j'écrivais à tort que l'URSS, comme les USA, contestait les prétentions du Canada à la souveraineté sur le passage du Nord-Ouest. Elle qui revendique les mêmes droits sur le passage du Nord-Est, a appuyé prudemment le Canada, l'an dernier, dans l'affaire du POLAR SEA.*

### LECTURES

## La crise des sciences sociales

Les sciences sociales en crise à perpétuité?

Cette question, posée à brûle-pourpoint par Bernard Guibert, l'un des 128 spécialistes chargés de dresser «l'état des sciences sociales en France» (Editions de la découverte), ne surprendra pas les lecteurs de cette chronique. Le 28 juin dernier, on s'en souviendra, nous faisons écho ici même aux interrogations des rédacteurs de la Revue internationale d'action communautaire sur «les savoirs en crise».

Pierre VENNAT

La tâche confiée par les Éditions de la découverte à cette brochette de spécialistes était énorme. Car, comme l'écrit le coordonnateur de cet ouvrage, l'économiste Marc Guillaume, professeur à l'Université Paris-Dauphine et maître de conférences à l'École Polytechnique de Paris, «contrairement à toutes les autres sciences, il semble que les sciences sociales soient affectées d'une singulière impuissance à se définir elles-mêmes». D'ailleurs, ajoute-t-il, il n'y a pas d'unité des sciences sociales. Elles n'existent que dans l'unité qu'on leur prête, en les

opposant, par exemple, aux sciences exactes.

Les sciences sociales sont actuellement remises en question. Mais selon Guillaume, il s'agit là d'une opération fort saine.

Les sciences sociales ne peuvent nous aider à décrypter notre environnement, conclut-il, qu'à la condition d'être non seulement questionnées mais en quelque sorte, bousculées.

«Contestées d'abord dans leur statut scientifique: car ce qui fait la spécificité — et le privilège — des sciences sociales, c'est de s'efforcer d'être scientifiques par leurs méthodes, sans jamais se clore en un savoir figé, sauf à cesser d'être humaines — ce qui est le cas quand elles veulent se rendre utiles et se transformer en techno-sciences, en simples outils de gestion.»

«Contestées aussi dans leur tendance à devenir une institution, au service des institutions qui la dominent, à devenir une affaire de professionnels pour des professionnels. Il est essentiel que les sciences sociales restent ouvertes sur le corps social, lui-même producteur de savoir. Les spécialistes doivent sortir

des laboratoires, affronter, sans médiateurs, l'homme ordinaire et le savoir qu'il a de lui-même».

Les spécialistes doivent sortir des laboratoires, affronter, sans médiateurs, l'homme ordinaire!

Le défi est lancé. Et les 128 auteurs des 142 textes qui remplissent cette véritable encyclopédie rédigée en petits caractères l'ont fait. Dans un langage accessible à un large public et dans des articles courts, ils font un bilan pratiquement complet de tout ce qui est sciences humaines. Sans complaisance.

Les praticiens des sciences sociales ne sont plus les gourous qu'ils ont déjà été dans les années 60, notamment au Québec avec l'apparition du Bureau d'aménagement de l'est du Québec, la Fondation de l'École nationale d'administration publique, l'Institut canadien des affaires publiques, les multiples commissions d'enquête et le débat des émissions d'affaires publiques à la télévision.

Denis Clerc, l'un des auteurs, parlant des économistes, une des spécialités des sciences sociales, le reconnaît:

«À chaque époque ses gou-

rous... Depuis une dizaine d'années, les vraies «vedettes» de l'économie ne sont plus les universitaires — l'ont-ils jamais été, d'ailleurs? — les intellectuels ou les chercheurs. Ce sont les hommes d'affaires et les journalistes. Du moins certains hommes d'affaires — ceux qui réussissent — et certains journalistes — ceux qui savent simplifier le réel pour le rendre intelligible».

Le défi pour les journalistes est donc grand. Être «gourou» n'est pas toujours une fonction de tout repos.

De toute façon, Alain Caillé, directeur de l'Institut de sociologie de l'Université de Caen, conclut que «les sciences sociales ne seront susceptibles d'être utiles à l'humanité, et non à tel ou tel groupe d'intérêts particuliers, que le jour où elles oseront proclamer qu'elles ne ressortissent pas au domaine de l'utilité, mais à celui, bien déshabillé et démodé aujourd'hui, de la vérité».

*L'état des sciences sociales en France, sous la direction de Marc Guillaume, Éditions La Découverte, 587 pages.*

# Pourquoi le PQ serait-il rentré de vacances plus tôt?



GILBERT BRUNET

■ QUEBEC — C'était devenu un objet de risée : si le PQ rentre un jour de vacances; les cigales péquistes contre les fourmis libérales; les réactions de l'opposition aux rapports des « sages », huit semaines plus tard dans les Maritimes...

Depuis les premiers jours de juillet, quand le gouvernement a décidé de dévoiler en bloc ces rapports dont certains étaient entre ses mains depuis des semaines, l'opposition péquiste en assimilait le contenu et préparait sa riposte.

« Il faut que le débat se fasse et dure, qu'il ne s'éteigne pas au milieu de l'été », lançait le chef péquiste, M. Pierre Marc Johnson, au cours d'une de ses rares interventions de l'été.

Sous-entendu : nous n'allons pas tomber dans le piège des dénonciations à l'emporte-pièce, alors que les citoyens sont en camping ou sur les plages.

Dès lors, avant même la Fête du travail, le chef de l'opposition convoquait les journalistes pour faire part de ses réflexions à la population : nous ferons tout pour que le « Grand Débat » se fasse au grand jour. La « dogmatique trinité libérale, privatisation-déréglementation-Ontario », sera dénoncée sous toutes ses manifestations.

A 23 contre 99, les députés de l'opposition auront besoin d'alliés extra-parlementaires. Ils misent beaucoup sur un éventuel « automne chaud », que provoqueraient les centrales syndicales dans le cadre des négociations entre l'Etat et ses 300 000 salariés.

Passé cet automne, le Parti québécois entrera dans une phase critique, pour lui et son chef de moins en moins nouveau : son congrès de juin 1987, étape déterminante de l'entreprise de réécriture du programme.

Pour se redresser dans l'opinion publique, le PQ ne peut miser uniquement sur les gaffes potentielles de l'adversaire. Il doit marquer ses propres points, refaire sa propre image, présenter ses propres avenues de solutions.

Pour ces motifs, M. Johnson n'était pas pressé de répondre aux rapports Gobeil (taille de l'Etat), Scowen (déréglementation) et Fortier (privatisation). Plutôt que trois ripostes partielles, il a préparé une réplique globale, y associant des exemples de ce que le gouvernement a fait en huit mois d'exercice du pouvoir.

L'un de ces thèmes était le « double langage » de l'équipe Bourassa. Entre autres, M. Johnson identifie :

- la protection de la langue française, les arrêts puis reprises de poursuites par le procureur général, M. Herbert Marx;
- la marge de manoeuvre financière, que M. Bourassa promettait de dégager avant les élections et qu'il n'a jamais pu trouver;
- les décrets à venir bientôt, selon M. Paul Gobeil, et dont il n'est pas question selon le premier ministre;
- l'aide sociale, plus facile à réformer en paroles, avant les



« Il faut que le débat ne s'éteigne pas au milieu de l'été », lançait le chef péquiste, M. Pierre Marc Johnson.

elections, qu'en fait, après celles-ci;

● la « société distincte », condition d'une adhésion du Québec à l'Accord constitutionnel quand MM. Bourassa et Rémiillard sont au Québec, mais dont ils ne disent mot devant leurs homologues des autres provinces, à Edmonton.

Cela pourrait s'appeler de l'opposition réfléchi, qui tient son compte des échéances.

Pour être certain que sa riposte soit largement diffusée, M. Johnson a écrit un long texte, publié dans LA PRESSE de samedi dernier : « Après huit mois de gouvernement libéral, rien pour l'emploi », tâche-t-il de démontrer.

Qualifiant les trois rapports de « seul plan d'action » du gouvernement pour les trois prochaines années, M. Johnson y va de quelques phrases choc :

- « ... comme si tous les gouvernements qui se sont succédés depuis 25 ans avaient fait fausse route »;
- « ... avant de détruire l'édifice social et économique, il faut demander au propriétaire ce qu'il en pense »;
- « ... le gouvernement vend son coffre d'outils pour payer l'épicerie »;
- « ... il faut cesser d'opposer les secteurs public et privé. Chacun a ses qualités et ses limites et il ne faut pas exclure qu'ils agissent ensemble ».

En admettant, fin juin, que la transition avait été difficile entre le pouvoir et l'opposition, M. Johnson et son leader parlementaire, M. Guy Chevrette, promettaient « la performance » pour la rentrée d'automne.

Au sein du PQ, après les grands déchirements de l'an dernier, M. Johnson dispose d'une confiance et d'une loyauté à toute épreuve. Pour le moment au moins.

Suffisamment, en tout cas, pour répondre par un vague

« qui vivra verra! » à toutes les questions qui se posent sur les enjeux de sa formation, incluant l'article un du programme : la souveraineté-association.

Les opposants à M. Johnson — les « orthodoxes » — ont quitté le parti, soit d'eux-mêmes ou à la « faveur » d'un échec électoral le 2 décembre. Les adversaires d'hier au leadership — Jean Garon, Pauline Marois ou Bernard Landry — sont rentrés dans le rang.

Si l'orthodoxie d'une souveraineté « à l'horizon » est remise en doute, c'est dans le silence le plus complet. Car les chiffres ne mentent pas : les sondages indiquent tous que le PQ se maintient dans la faveur populaire, alors que les indépendantistes « purs et durs » — les LeBlanc-Bantey, De Bellefeuille ou Parizeau — ne parviennent pas à décoller.

En mai 1984, sous René Lévesque, le PQ remportait 23 p. cent des intentions de vote, contre 69 p. cent aux libéraux. Un an plus tard, entre la scission péquiste et la démission de M. Lévesque, c'était 27 contre 60 p. cent. Aux élections, le rapport a été de 38-57. Et en mai dernier, le PQ demeurait à 38 p. cent contre 50 pour un PLQ en pleine lune de miel.

Personnellement, M. Johnson est toujours plus populaire que M. Bourassa. Le travail de reconstruction doit donc porter sur le parti, le programme et l'équipe.

L'outil principal, dans ces circonstances, est la cohérence. Toute la stratégie et l'action du parti d'opposition doit s'en inspirer si ses éléments veulent un jour reconquérir le pouvoir perdu.

Rien ne sert donc de brûler les étapes. Prendre le temps de bien faire ce travail d'opposition que lui a confié la population, reste la mission première du parti et de son chef. Par-delà les sarcasmes quant à la pérennité des « vacances ».

# Un emploi perdu fait plus de bruit qu'un emploi créé



M. Bernard Roy, le principal conseiller du premier ministre Mulroney, est d'avis que le plan d'action du gouvernement était le bon, puisque les indicateurs économiques sont à la hausse.



MAURICE JANNARD

de notre bureau d'Ottawa

■ OTTAWA — Commentant cette semaine les difficultés rencontrées par les conservateurs après deux ans de pouvoir, Bernard Roy, le principal conseiller du premier ministre Mulroney, a déclaré que le plan d'action du gouvernement était le bon. A preuve, disait M. Roy, les indicateurs économiques sont à la hausse.

Le gouvernement promet d'ailleurs une nouvelle déclaration économique du ministre des Finances, Michael Wilson, peu de temps après le discours du Trône, qui sera lu le premier octobre.

Le problème, selon le collaborateur de Brian Mulroney, est que le PC n'arrive pas à faire passer son message.

Cette façon de penser au sein du gouvernement est omniprésente : l'équipe dirigeante à Ottawa estime qu'elle est dans la bonne direction et si elle réussit à améliorer son problème d'image, tous ses malheurs prendront fin.

Que les troupes conservatrices aient l'air gauche et qu'elles commettent sans cesse des maladroites n'est plus un secret pour personne. C'est même une marque de commerce pour ce gouvernement.

Un autre exemple vient d'être fourni cette semaine par nul autre que John Crosbie, le nouveau ministre des Transports. Parlant à Moncton devant une foule de manifestants qui s'élevaient contre le taux élevé de chômage dans les provinces atlantiques, M. Crosbie (un millionnaire, il ne faut pas l'oublier) a dit que les gens des Maritimes ne devaient pas trop se plaindre car ils vivaient dans l'aisance en comparaison des gens du tiers monde.

La déclaration a soulevé un tollé dans tout l'Est du pays. Certains éditorialistes ont exigé que Brian Mulroney congédie son collègue car il représentait « une menace pour la société ».

Parmi les manifestants présents, il y avait 400 travailleurs des ateliers du Canadien National de Moncton qui vont perdre leur emploi à la suite de la privatisation de l'usine qui va aboutir entre les mains de la société General Electric. Ces mêmes employés ont hué le premier ministre la semaine dernière lors de son passage au Nouveau-Brunswick. Les travailleurs du CN de Moncton font figure de symbole désormais dans l'Est du pays, un peu comme les travailleurs de Gulf l'ont été à Montréal l'hiver dernier. Une personne qui perd son emploi, surtout si elle est âgée de plus de 40 ans et qu'elle a peu de chances de se recycler, fait beaucoup plus de bruit qu'un individu qui vient de décrocher un boulot.

Les données économiques montrent quand même qu'il y a aujourd'hui 600 000 Canadiens de plus qui ont un emploi qu'il y a deux ans quand le PC a pris le pouvoir. De telles statistiques ne se reflètent pas dans le degré de popularité du gouvernement; c'est ce que les Conservateurs appellent leur problème d'image.

C'est qu'une collectivité qui subit une importante fermeture d'usine n'oublie pas facilement et tient pour longtemps responsables ses dirigeants politiques.

S'agit-il alors uniquement d'un problème d'image pour le parti au pouvoir? M. Mulroney admet lui-même aujourd'hui qu'il devra corriger certaines orientations économiques de son gouvernement. Dorénavant, la question des disparités régionales deviendra une des priorités importantes du cabinet. Pourtant, c'est ce même gouvernement qui en début de mandat a réduit le budget du

ministère de l'Expansion industrielle régionale de \$200 millions tout en augmentant celui de la Défense.

Si on leur en laisse le choix, les entrepreneurs canadiens et étrangers investiront surtout en Ontario et dans le sud du Québec. Rarement, ils iront à Terre-Neuve ou dans le nord de la Saskatchewan. Les conservateurs viennent de découvrir subitement cette réalité.

Le problème régional est accentué par le fait que l'économie de l'Ouest est déprimée : les prix de ses deux matières les plus importantes, le pétrole et les céréales, ont chuté sur les marchés mondiaux. Là encore, malgré sa philosophie de « laisser faire », l'équipe Mulroney se voit obligée d'intervenir, mais après avoir subi plusieurs pressions.

Le PC avait promis du leadership économique s'il accédait au pouvoir et dans cette veine, le 8 novembre 1984, Michael Wilson annonçait que la société Téléglobe serait vendue très prochainement au secteur privé. Or, cette vente est loin d'être imminente. Ottawa doit d'abord publier sa politique sur les télécommunications et le téléphone, et il craint d'indisposer certaines provinces. Quoi faire quand une décision est difficile? La retarder. Paul Marshall, le président de la CDIC, (la société de la Couronne qui gère le Canadair), ne s'est pas gêné pour dire que cette inaction était nuisible. « Ce n'est pas en reportant la décision qu'on rend un problème plus facile », a-t-il dit.

De tels comportements de la part d'un gouvernement ne se résument pas seulement à une question d'image. Si Brian Mulroney et son équipe continuent de croire que leurs difficultés actuelles se rapportent à ce seul problème de communication le message, ils ont des chances de tirer de l'arrière dans les sondages pour quelque temps encore...

## EN MARGE DE POWERTOWN

# Pas de restes pour les sans-abri

■ WASHINGTON — Chaque année, le pasteur John Steinbrück demande à la Maison-Blanche de mettre à la disposition de son église les restes des dîners d'Etat, réceptions mondaines et autres victuailles présidentielles. L'église du pasteur, à deux coins de rues de la résidence du président, héberge et nourrit quelques-uns des centaines de sans-abri de la ville.

« Nous trouvons l'idée répugnante » avait d'abord répondu un porte-parole du président peu après sa prise de fonction en 1981. Depuis, la Maison-Blanche a quelque peu enjolivé son refus en prétendant que ces restes sont recyclés pour d'autres fins culinaires à la Maison-Blanche, une explication qui laisse Steinbrück incrédule. « C'est ce que le Pentagone dit aussi. Mais tout le monde sait qu'il y a gaspillage ».

L'église du pasteur n'est

qu'une des organisations de la ville qui ont fait de l'aide aux sans-abri une tâche quotidienne. Le visiteur serait surpris de constater, sur sa carte touristique, combien la géographie de la pauvreté recouvre celle du pouvoir et de l'histoire à Washington. Les centres d'hébergement pour sans-abri sont à proximité de la Maison-Blanche et du Congrès, leurs résidents, souvent forcés de quitter les lieux de bon matin, flânent régulièrement à Lafayette Park, qui longe la Maison-Blanche au nord. Certains vont lire les journaux à la célèbre « Librairie du Congrès ». Les plus audacieux se mêlent aux touristes dans les musées — gratuits — du centre historique de la ville. L'hiver, plusieurs de ceux que Steinbrück appelle « les nomades » s'affairent sur les sorties d'air chaud des immeubles du centre-ville, inexistantes dans les

quartiers pauvres de la périphérie.

Washington offre un saisissant contraste. Les vendeurs d'ordinateurs personnels et de Mercedes y convergent pour profiter de la population la plus éduquée et la plus riche, per capita, au pays. La classe moyenne noire y est plus importante et plus prospère que dans la majorité des autres villes américaines. Pourtant, c'est dans la capitale que la pauvreté détient certains de ses plus navrants records nationaux.

Selon un récent rapport commandé par la ville, 17 p. cent de la population noire vit sous le seuil de la pauvreté. (70 p. cent des habitants de Washington sont noirs).

Un tiers des enfants nés cette année dans la capitale peuvent être considérés comme « pauvres » et auront toutes les chances de le rester. La situation de

l'emploi, qui s'améliore globalement au pays, se dégrade pour ce qu'il est maintenant convenu d'appeler la « black underclass », le sous-groupe noir enraciné dans une pauvreté que le climat économique général n'atteint pas.

Parmi les hommes noirs dans la vingtaine, un sur quatre est sans travail à Washington. De l'ensemble, seulement 40 p. cent détient un travail à plein temps. La mortalité infantile de la capitale, à 21,2 pour mille presque deux fois plus forte que la moyenne nationale, est supérieure à celle du Costa-Rica. (Le service du budget de la Maison-Blanche a interdit l'an dernier à l'agence gouvernementale « Public Health Service » d'étudier l'effet sur le taux de mortalité infantile des sévères coupures de budget imposés aux programmes sociaux depuis cinq ans.

Le problème de la pauvreté se double d'un phénomène croissant dont l'Amérique découvre l'ampleur depuis quelques mois : celui des mères adolescentes. Ces mères, sous-éduquées, sans emploi et sans mari, dirigent la moitié des foyers pauvres de la ville. « Si toutes les portes sont fermées au jeune Noir, la seule façon qui lui reste de prouver sa virilité est de pouvoir dire qu'il est père » explique Joyce Ladner, Sociologue à « Howard », l'université noire de la capitale. Sa collègue Harriette Pipes McAdoo s'interroge sur l'effet d'entraînement qu'on observe maintenant chez les adolescentes : « Ces jeunes filles vont à l'école et voient que la plupart de leurs camarades ont des enfants. » Elles doivent fermer ce qu'« est ce qu'un femme fait. A cet âge, elle a un

bébé. » Et, ajoute-t-elle, 60 p. cent des mères adolescentes ont un deuxième enfant. Une étude détaillée montre que le quartier le plus pauvre de la capitale (26 p. cent de pauvreté) compte aussi le plus haut taux de mères de moins de 19 ans (7,2 p. cent des adolescentes y sont mères).

Malgré le contraste, Washington-la-riche continue à ignorer Washington-la-pauvre. Le spectacle quotidien du développement de l'« underclass » a beau se dérouler sous les fenêtres du président, à l'ombre des agences gouvernementales, l'administration Reagan ne met toujours pas de frein au régime d'amaigrissement imposé aux programmes sociaux. Au contraire, la Maison-Blanche conçoit un nouveau plafonnement des aides sociales. Et garde jalousement ses restes.



## WASHINGTON

Jean-François Lisée  
collaboration spéciale

## AFRIQUE DU SUD

## « Il m'arrive d'interroger Dieu, de lui demander quel camp il a choisi »



Mgr Desmond Tutu, prix Nobel de la paix, devient ce week-end le premier primat anglican noir d'Afrique australe en étant intronisé archevêque de la ville du Cap. Il s'agit, pour le célèbre homme d'Église sud-africain, d'une consécration au terme d'une longue lutte contre l'apartheid et le signe, dans un cadre plus général, de rôle croissant des Églises sur l'échiquier politique sud-africain.

**HERVÉ LEENHARDT**  
collaboration spéciale

La quarantaine, barbu, le regard vif, Mgr Tutu incarne la théologie de la libération version sud-africaine. Depuis des années, ce prêtre noir arpente inlassablement Soweto pour soulager les plus démunis et conseiller les plus désorientés. À l'heure actuelle, il s'occupe également d'organiser et de mettre en place des « comités de rues », structures destinées à remplacer peu à peu l'administration officielle. Le reste de

son temps, il le consacre à la réhabilitation des criminels.

L'inaffable espoir qu'il puise dans sa foi ne l'éloigne pourtant pas de la réalité : « Désormais, dit-il, l'Église devra se contenter de panser les blessures. Face à l'intensification de la violence, il est presque vain de tenter de pacifier les jeunes qui ont pris la tête du combat. Ils n'écourent plus personne et la religion part à la dérive. » Une lassitude passagère s'inscrit sur son visage. « Comme Desmond Tutu, il m'arrive d'interroger Dieu, de lui demander quel camp il a choisi », murmure-t-il.

Paradoxalement, alors que l'impact de l'Église semble s'éroder rapidement chez les activistes, une partie du clergé adopte une attitude de plus en plus militante. C'est le cas des prêtres du Kwan'Debele, homologue à autonomie limitée, qui se sont battus avec succès jusqu'au bout pour faire en sorte que ce bantoustan refuse une pseudo-indépendance. Ce sont des missionnaires également qui, à Crossroads, le célè-

bre bidonville près du Cap, se sont interposés sur le front entre « les camarades » (militants anti-apartheid) et « les witdoeke » (milices conservatrices) pour évacuer les blessés lors des affrontements de juin dernier. Ils hébergent toujours dans leurs paroisses des milliers de réfugiés depuis que leurs fragiles constructions ont été rasées par les witdoeke, soutenus par la police.

Mais l'engagement de l'Église prend également la forme d'un appel aux sanctions économiques à l'encontre de Pretoria. Une trahison ici possible de très lourdes peines. L'instigateur du mouvement n'est autre que Desmond Tutu. Il se déclare favorable aux pressions économiques en dépit des retombées qu'elles pourraient avoir sur les Noirs et vilipende l'hypocrisie de l'Occident qui, devant la menace, « commence à penser au bien-être des pauvres Noirs ».

Mais cette prise de position a refroidi une partie de ses ouailles, en majorité blanches. Un risque calculé, car il s'agit pour

lui, par le biais de l'arme économique, de contraindre les autorités à négocier un plan de paix avec l'opposition. L'Église catholique lui a emboîté le pas et la controverse bat son plein. Fort de son statut, véritable symbole à l'étranger, le nouveau primat anglican d'Afrique australe est devenu intouchable.

Certaines personnalités issues de la très conservatrice Église réformée hollandaise (NGK), calviniste, puritaine, favorable à l'apartheid et qui réunit en son sein la majorité des afrikaners, ne s'avancent pas non plus en terrain neutre. Nico Smith, un dissident blanc qui a rejoint la branche africaine de la NGK, proclamait en effet de manière fracassante : « Le Christ libérera le pays même si c'est par le biais de l'ANC (mouvement de lutte armée en exil) ou des communistes. » Un propos qui souligne l'engagement politique de certains religieux « progressistes ».

L'autre étape qui a marqué

un tournant dans le rôle du clergé remonte à quelques mois. Ils étaient 151 signataires du *Kairos Document* à déclencher un tollé général en attaquant l'alignement de certaines Églises sur la stratégie gouvernementale. La première visée fut, bien entendu, la NGK, mais toutes celles qui ne luttent pas activement contre le statu quo et perpétuent ainsi une théologie dite « d'État » dont le Dieu est celui des casspirs (véhicules blindés), des gaz lacrymogènes ou des cellules de prison. La démarche des auteurs du dossier est comparable à celle des membres du clergé qui se sont élevés en Allemagne nazie contre la passivité de l'Église. Leur but : réveiller les chrétiens pour qu'ils s'engagent aux côtés des opprimés.

Tous ces éléments réunis font de certains hommes d'Église des cibles privilégiées de Pretoria. C'est le cas, par exemple, de Smailiso Mkhathshwa, secrétaire général de la Conférence des évêques catholiques d'Afrique australe, qui vient d'être torturé en pri-

son. C'est le cas aussi de nombreux autres, interrogés, détenus, voire même expulsés dans le cadre de la législation de l'état d'urgence.

La religion, en Afrique du Sud, est une des clés du conflit et ce n'est pas un hasard si la plupart des leaders qui en ont jalonné l'histoire étaient membres du clergé. Blancs et Noirs. L'absurdité est que chacun se réfère à la Bible pour conforter ses idées. Les Afrikaners, leur politique. Les Africains, leur résistance. Les premiers se considèrent comme le peuple élu et veulent préserver, par apartheid interposé, leur identité. Les seconds se comparent au peuple d'Israël libéré par Dieu du joug des pharaons. La déchirure, ici, prend parfois l'allure d'une guerre sainte. Il reste cependant dans la communauté religieuse une importante majorité silencieuse. En particulier parmi les Églises indépendantes qui amalgament traditions chrétiennes et animistes et se contentent d'une vocation purement spirituelle.

## « Norweto ? On n'en veut pas ! »

Il y avait déjà Soweto, l'immense cité-dortoir du sud-ouest (South West Township) de Johannesburg, avec ses quelque deux millions de résidents. Alors pourquoi pas Norweto ?

**HERVÉ LEENHARDT**  
collaboration spéciale

C'est le projet grandiose qui viennent de sortir de leurs tiroirs les planificateurs de Pretoria. Loin de renoncer à la politique de développement séparé, ils voudraient ériger une nouvelle ville satellite noire de 250 000 habitants au cœur de la « ceinture verte » qui borde la capitale financière sud-africaine.

Un dessein motivé par une considérable pénurie de logements pour la population africaine, mais qui a déclenché un tollé général parmi les résidents locaux et réduit au quasi-néant la valeur de leurs propriétés, à une quarantaine de km de Johannesburg.

Le « comité de défense » qui vient de se créer pour s'opposer au projet est bien décidé à « lutter jusqu'au bout ». Sa principale rancune : les autorités n'ont pas consulté les inté-

ressés, c'est-à-dire les propriétaires des environs, avant de rendre publique leur initiative. Une attitude « arrogante et scandaleuse » s'accorde à dire les résidents qui voient déjà s'envoler en fumée les fruits de toute une vie d'économie.

Il suffit pour s'en convaincre de discuter avec William Decker, un agent immobilier du secteur. « Mon entreprise a perdu toute raison d'être du jour au lendemain. » Pour lutter à sa manière contre la construction de Norweto, il a placardé d'immenses affiches sur les murs de son local et disposé à l'entrée des registres pour recueillir les signatures de tous les réfractaires. Il me dirige vers plusieurs propriétaires.

En salopette bleue, Nick Taylor arpente avec moi son domaine. Parcourant du doigt les montagnes qui se détachent à quelques centaines de mètres de chez lui, il indique le périmètre du site choisi pour Norweto. Il suffit de peu d'imagination pour voir déjà se profiler à flanc de colline le triste alignement d'une cité-dortoir. Anglophone, plutôt libéral, travaillant dans le show business, il a été élu porte-parole du « comité central » de défen-

se vers lequel convergent les critiques et doléances d'une myriade de bureaux locaux. Le groupe ainsi formé a soixante jours pour faire part de ses commentaires au gouvernement. Plusieurs réunions ont déjà jalonné le « parcours du combattant » de ceux qui s'opposent à la création de cette nouvelle township au cours desquelles diverses organisations d'extrême-droite ont tenté de récupérer l'affaire pour en faire un de leurs nouveaux chevaux de bataille.

En fait, ceux qui se prononcent contre Norweto le font pour des raisons les plus variées. Pour ce qui est de Taylor, un tel projet va contre le sens de l'Histoire, contre la disparition du concept d'apartheid lequel, il faut le rappeler, a été qualifié par le président Pieter Botha en personne de « concept démodé ». Ils se disent néanmoins favorables à faire de cette zone rurale une région « racialement mixte ». Un point de vue que ne partageant pas, loin de là, tous les habitants des environs. « Nous ne voulons pas avoir à nos portes des Noirs qui emmèneront dans leurs bagages la violence et le crime », s'exclament certains.

Ce sont des divergences politiques de ce genre qui rendent la formulation d'une pétition particulièrement délicate. Seul moyen de contourner l'écueil, faire écho aux problèmes non politiques que créerait l'édification d'un nouveau ghetto noir. « Cette région est le poumon de Johannesburg, imaginez ce que deviendraient les quartiers nord et huppés de la ville si le vent qui prédomine charriait jour après jour vers eux les fumées si caractéristiques des cités-dortoirs. » (NDLR : Elles proviennent du système de chauffage artisanal utilisé par les Noirs et enveloppent littéralement les townships en hiver).

D'ailleurs, il n'y a pas que les Blancs à s'opposer à la création de Norweto. Martiens Masilela siège au comité de défense. Il habite avec sa famille dans une ferme située à l'intérieur des « frontières » de cette cité du futur. « Ceci est mon monde. Je suis né ici, je me suis marié ici, mes enfants vivent ici et je ne veux pas que cela change. » La principale crainte d'une bonne partie de la communauté africaine, relativement bien intégrée, est de perdre son travail. Elle habite en général sur des

terres appartenant à ses employeurs et craint de voir les Blancs désertir les lieux si les plans du gouvernement se concrétisaient.

En parcourant la région de ferme en ferme, j'ai pris en auto-stop plusieurs femmes noires, toutes plus ou moins opposées au projet. L'une d'elles, portant sur son dos, entouré dans une couverture, un nouveau-né, ne m'a pas caché son point de vue. « Je suis contre car pour le moment les Blancs nous procurent du travail. » Une autre intervient : « Dans un sens, j'aimerais bien que cela se fasse. Je pourrais alors m'acheter une maison. Mais le problème serait de trouver un emploi près d'ici. »

Les autorités se disent résolues à développer un nouveau système de communication qui relierait Norweto à Johannesburg et Pretoria. Mais au fond, ils sont nombreux à redouter d'être « coupés du monde ». Devant une pompe à essence déserte que gère le boucher local, une jeune pompiste d'une vingtaine d'années scrute l'horizon. La même ou pourrait bien jaillir la « cité du nord-ouest ». « Je suis tout à fait contre », bal-

butie-t-elle. « Ici c'est calme. Après, on risque de se battre. Il y aura de la violence et des necklacs ». (NDLR : Le célèbre supplice du collier qui consiste à entourer le corps de la victime d'un pneu arrosé d'essence avant de l'enflammer. Un sort généralement réservé à ceux qui sont considérés comme des collaborateurs du régime blanc).

Depuis le 1er août, les langues se délient. Évoquant au passage des rumeurs de pots-de-vin — des promoteurs immobiliers achètent, en effet, des terrains dans la région depuis plus d'un an — Nick Taylor déclare : « Il est indispensable de frapper fort. » « Si nous n'arrêtons pas Pretoria cette fois-ci, le problème va se reproduire aux quatre coins du pays ».

Lorsque l'on ajoute au front pour une fois uni des anglophones, des afrikaners et des Noirs la voix de certaines personnalités — la propriété du célèbre joueur de golf Gary Player donne également sur le terrain à bâtir — la partie de bras de fer s'annonce difficile pour le gouvernement sud-africain. À la clé, peut-être de nouveaux déplacements de populations, blanches cette fois.

SAMEDI PLUS

## ALPHABÉTISATION

## 312 000 Québécois n'ont pas une 4e année!

■ Un million et demi de Québécois n'ont pas complété un diplôme d'études secondaires... 312 000 adultes n'ont pas de 4<sup>e</sup> année... cela paraît peu face aux 800 millions d'analphabètes que l'on trouve dans le monde (ce chiffre ne cesse d'ailleurs d'augmenter à cause de l'accroissement démographique des pays non développés: 100 millions de plus de 1960 à 1977)... c'est beaucoup quand on sait que le Canada occupe la 13<sup>e</sup> place au palmarès des PNB (produits nationaux bruts) des pays industrialisés.

Cette situation est si préoccupante que l'UNESCO a présenté, en mai dernier, à l'ONU, une demande pour que l'une des années à venir soit déclarée Année internationale de l'alphabetisation.

Mais ici, au Québec, en 1986, que contient le dossier Alpha?

**CHRISTIANE FABIANI**  
collaboration spéciale

Précisons d'abord que toutes les couches de la société, sauf les privilégiées bien entendu, et toutes les tranches d'âge sont présentes dans les milieux alpha.

#### Qui sont les analphabètes du Québec?

Ce peut être des madames occupant une certaine position sociale dans leur village ou petite ville. Elles ont 45 ans et plus et font partie de cette génération où les filles aînées prenaient vite le relais de la mère auprès des frères et sœurs plus jeunes. Ou, vivant sur une ferme, il était normal, dès que l'apprentissage scolaire minimum était «completé», de mettre les enfants aux travaux des champs. Elles se sont mariées, ont élevé une famille. Leur mari a travaillé dur, souvent réussi et les voilà, après 20-25 ans de non-utilisation de la lecture et de l'écriture avec l'envie de se cultiver; l'envie aussi de pouvoir correspondre à leur goût avec des enfants souvent partis à la ville.

On trouve aussi beaucoup de travailleurs qui ont commencé à trimer trop jeunes pour avoir eu le temps de vraiment utiliser ce qu'ils avaient appris durant leur trop bref passage à l'école. Ils veulent changer de travail, améliorer leurs conditions de vie, obtenir un certificat de compétence...

«Et puis il y a tous les jeunes, précise Louise Miller, attachée à la coordination du Regroupement des groupes en alphabetisation du Québec. On les retrouve plus nombreux dans les grands centres car la situation, en ce qui les concerne, est beaucoup plus dramatique en milieu urbain qu'en région éloignée. On remarque d'ailleurs que l'augmentation du nombre des analphabètes chez les jeunes est directement liée à l'absence de perspectives d'avenir et au fait que beaucoup de jeunes des régions éloignées s'en viennent chercher du travail en ville.

«Actuellement, il n'est pas rare de compter 40 à 50 p. cent de jeunes dans un groupe. «La Boîte à lettres», un groupe de Longueuil, s'est même spécialisée auprès de cette clientèle.

«Ce qui rend le phénomène plus visible, poursuit Louise Miller, est la période de changements technologiques que nous traversons qui fait que les jeunes se sentent encore plus impuissants.»

Évidemment on peut se demander comment faire savoir à quelqu'un qui ne sait pas lire qu'il existe un groupe d'alphabetisation proche de chez lui. Les organismes impliqués en alpha, notamment les groupes populaires, reconnaissent que la façon la plus rentable de recruter des analphabètes est le bouche à oreille fait par des participants déjà inscrits à un groupe. Toutefois, les travailleurs sociaux, les groupes populaires, les comités de logement, les ACEFs, les coopératives, les affiches dans les magasins de quartier, servent aussi à publiciser les groupes alpha.

Des analphabètes, il y en a partout. C'est ce monsieur qui vous demande de lui lire ce papier parce qu'il a oublié ses lunettes ou ça peut être aussi cette dame qui vous demande de remplir un formulaire parce que sa main tremble trop pour écrire. Le problème de l'alphabetisme va cependant beaucoup plus loin que savoir lire et écrire. Ne citons pour exemple que cette jeune mère de famille: «Mon enfant est en première année à l'école et j'peux pas l'aider.» L'alphabetisme génère un problème de communication.

«On a constaté entre autres dans certains quartiers de Montréal, explique Louise Miller, que les gens qui venaient aux ateliers connaissaient leur environnement immédiat mais n'avaient jamais pris le métro de peur de se perdre. Je connais un chauffeur de camion de Pointe-Saint-Charles, dit-elle, un homme de 45 ans qui a une mémoire visuelle extraordinaire des rues de Montréal. Impossible de le perdre mais il doit refaire sans arrêt ses trajets de peur qu'on y change quoi que ce soit et que, ne voyant pas le changement en train de se faire, il ne puisse remplacer ses anciens repères par de nouveaux.

«Pour ces gens-là, poursuit Louise Miller, le schéma de décodage se fait de façon différente: à partir de l'image et de la couleur plutôt que des symboles écrits. C'est une autre culture, et il faut faire attention de ne pas la perdre.»

#### Le Québec largement en avance

Au Québec, contrairement à ce qui se passe ailleurs, il y a deux réseaux actifs en alphabetisation: le réseau des commissions scolaires qui offre des activités dans l'ensemble du réseau, et celui des organisations autonomes et des groupes populaires en alpha.

Le premier s'est généralisé depuis que le gouvernement, il y a deux ans, a décidé de mettre une priorité sur le dossier alpha. Il rejoint une bonne partie de la clientèle et intervient par le biais de l'Éducation aux adultes des commissions scolaires.

Le second est financé par le programme des OVEPS de la Direction générale de l'éducation des adultes (DGEA) du ministère de l'Éducation.

La priorité mise par le gouvernement sur l'alphabetisme a ouvert des crédits supplémentaires qui ont, à ce moment-là (il y a deux ans), permis la création de 40 nouveaux groupes. Depuis, ces programmes ont été fermés. Actuellement, 70 groupes sont financés par la DGEA. Cinquante à soixante autres fonctionnent avec une autre source de financement.

Beaucoup s'autofinancent et vont d'autre part recevoir des dons des communautés religieuses, des caisses populaires locales, ce qui rend évidemment leur fonctionnement difficile car il n'y a aucune garantie de continuité.

#### Qu'est-ce que le regroupement et depuis quand existe-t-il?

«Depuis 1980, 1981 officiellement, suite à un séminaire sur l'alphabetisation organisé par le gouvernement, auquel étaient invités les intervenants du réseau public et des groupes connus qui étaient déjà financés par une activité alpha. Le but du séminaire: échanger sur les différentes pratiques en alpha. C'est à ce moment-là que les groupes populaires qui existaient à l'époque se sont connus et ont constaté qu'ils avaient beaucoup d'intérêts et de problèmes communs autour de la question du financement que sur celle du développement pédagogique. Ils ont décidé de former le regroupement qui, dans les cinq dernières années, s'est largement développé et compte aujourd'hui 35 groupes répartis partout à travers la province.»

#### Les autres provinces

##### sont-elles aussi bien organisées?

«A ce qu'on sait non, répond Louise Miller. Dans la plupart des autres provinces, l'alphabetisation se fait dans les collèges communautaires qui se situent à mi-chemin entre nos écoles secondaires et nos CEGEPS, par le biais de l'éducation des adultes. Certains groupes populaires commencent cependant à faire de l'alpha.

«Il faut dire que le modèle communautaire est très bien développé ici au Québec dans tous les domaines. Il y a des organisations communautaires dans à peu près tous les champs d'intervention (logement, chômage, coopératives, etc.) développées sur une base locale de quartier ou de région contrairement au secteur anglophone où les plus gros mouvements communautaires se mobilisent davantage sur les questions internationales ou générales concernant la paix, l'immigration, ce qui est aussi très intéressant mais complètement différent. À l'heure actuelle, notre système est, je crois, unique au monde.

«D'autre part, le rapport de la Commission Jean sur la formation des adultes a permis de réaliser qu'il existait un problème de fond assez généralisé dans toutes les régions mais plus aigu dans les grands centres. Ce rapport, auquel se sont ajoutées, presque simultanément, les pressions faites par les groupes populaires suite à certaines constatations qu'ils avaient faites ont permis une prise de conscience politique du problème.»

Toute la question de l'alphabetisme est aussi liée à la question de société. Au Nicaragua, quatre ans de scolarité permettent d'enseigner, au Québec, 12 ans de scolarité ne permettent plus de trouver un emploi.



«Ici, en ce moment, détaille Louise Miller, nous avons des groupes qui font uniquement de l'alphabetisation. Ils interviennent généralement dans des quartiers et des régions données. D'autres, à vocation multiple, offrent un ensemble d'activités dont l'alpha. Enfin, un certain pourcentage de nos groupes sont des groupes ethniques dans lesquels on enseigne dans la langue maternelle du groupe. Les Haïtiens, par exemple, enseignent d'abord en créole puis donnent une formation en français langue seconde, la même chose dans les groupes portugais.»

Chaque groupe, tout en ayant une approche pédagogique qui se ressemble, reste très original dans sa démarche par rapport à la clientèle qui lui est propre et reste autonome.

#### Est-ce que les animateurs ont une formation spécialisée?

«Pas dans nos groupes, répond Louise Miller. Nos principaux critères d'embauche sont l'expérience de travail en groupe, la perception de ce qu'est un travail communautaire et la motivation de la personne à faire avancer le dossier. Actuellement, il n'existe aucune formation spécialisée réelle. L'UQAM offre bien un certificat qui prépare les gens à travailler en alpha mais ce n'est pas une spécialisation pédagogique de base. Dans la plupart des groupes, la formation se fait sur le tas, en apprenant à l'intérieur d'une équipe. Quant au nombre de personnes qui font de l'alpha, on peut dire qu'il y en a environ 200 dans nos groupes.»

#### Comment évalue-t-on les progrès d'un participant?

Les groupes ont des grilles d'évaluation et de progression qui sont établies avec chacun. Animateur et participant fixent ensemble les objectifs à atteindre suivant un certain échéancier, ce qui permet une évaluation régulière du travail accompli.

Les animateurs essaient d'avoir une idée des examens de la commission scolaire auxquels certains participants veulent se présenter pour pouvoir les préparer en fonction de ces programmes.

«La plupart des groupes offrent aussi une post-alpha qui permet à une personne qui a fini sa formation de base mais poursuit des études de venir chercher un soutien auprès des animateurs. Cette post-alpha, souligne Louise Miller, est très importante car le problème de l'alphabetisme «de retour» est très grave dans les pays industrialisés et en voie de développement. Il est clair en effet, qu'une personne qui sort d'alpha et reste six mois sans utiliser ses connaissances va les perdre très rapidement.

«D'autre part, précise-t-elle, il ne faut pas oublier que la formation en alpha s'étale sur deux à trois ans dépendant de la rapidité avec laquelle se crée la relation de confiance non seulement entre animateur et participant mais surtout du temps que prendra un participant pour retrouver confiance dans ses capacités intellectuelles. D'autre part, parce qu'aucun participant, sauf s'il est jeune chômeur, ne reçoit une allocation pour venir réapprendre. Il dispose donc de peu de temps d'autant qu'il peut suivre au maximum six heures de cours par semaine.

«Quand la formation est acquise, certains apprenants restent en contact avec le groupe soit parce qu'ils ont besoin de post-alpha, soit parce qu'ayant développé des liens d'amitié et d'appartenance, ils veulent participer d'une quelconque façon à la vie du groupe ou encore parce qu'ils deviennent coanimateurs. Ce n'est pas le cas pour tous. La plupart de ceux qui viennent s'inscrire le font dans le but de pouvoir faire autre chose et de mieux s'intégrer à la société que ce soit par le biais du marché du travail ou d'un organisme communautaire.»

#### Du côté du gouvernement

Depuis son arrivée au pouvoir, Claude Ryan, très sensible à tous les problèmes d'éducation, a décidé en tant que ministre de l'Éducation, d'intervenir à la fois sur les questions d'orthographe et sur celles d'échec scolaire, ce qui signifie une prise de conscience politique.

Toutefois, selon Jean Proulx, directeur de l'Éducation permanente, ministère de l'Éducation: «...Il n'existe actuellement aucun plan d'action en matière d'alphabetisation. Au printemps dernier, poursuit-il, le besoin de tracer le portrait de ce qui existait dans le domaine s'est fait sentir. Nous sommes donc en train de faire l'inventaire et l'évaluation tant dans les commissions scolaires que dans le réseau OVEPS des activités, outils et organismes qui servent à faire de l'alphabetisation. Nous espérons, après un an, être capables de mettre sur pied un plan d'action et d'intervention.»

Du côté de la Direction générale de l'éducation aux adultes (DGEA), même son de cloche avec toutefois quelques détails sur ce que pourrait éventuellement être ce plan d'action.

Pourtant, on a pu constater ici, aussi bien qu'en France où les études ont été plus poussées, que l'alphabetisme se génère dans les trois premières années d'école. Un enfant qui, en 3<sup>e</sup> année, ne maîtrise pas la lecture et l'écriture a 80 p. cent des chances de ne jamais être capable de le faire.

La question du calcul est différente. Très peu de gens ne savent pas compter. Ils connaissent les opérations minimales: addition et soustraction simples. Cet apprentissage est rendu plus facile par le fait d'avoir sans cesse à manipuler de l'argent. Les groupes en alpha donnent cependant des ateliers de calcul.

Le problème d'orthographe, lui, n'est pas un problème de communication. Il est lié à des programmes scolaires mal adaptés et à toutes les réformes et changements qu'a connus le milieu de l'enseignement dans les dernières années (qui font en sorte que même un étudiant universitaire ne sait plus écrire). L'alphabetisme par

contre amène un problème de communication et de manque de confiance car l'analphabète n'est pas capable de décoder la logique des codes de lecture et d'écriture. La plupart des gens qui ne savent ni lire ni écrire se sentent responsables du problème. Ils le vivent comme un problème intellectuel et ne se voient pas assez intelligents pour le surmonter: «Si j'ai pas réussi à l'école pourquoi je réussirais aujourd'hui?»

On s'aperçoit très vite que l'alphabetisme est un problème social et économique dont le tracé suit celui de la pauvreté.

S'il n'y a pas de conditions objectives pour permettre à l'enfant d'apprendre, ni sa bonne volonté ni celle de ses parents ne suffisent. Une beurrée de beurre de peanut à midi et rien d'autre dans le corps du réveil jusqu'au soir ne permet sûrement pas à un enfant de se concentrer sur l'étude. Pas plus que la situation rapportée dans ce témoignage:

«T'sais le soir quand j'arrivais chez nous puis que mon père était en train de battre ma mère, j'avais pas envie de faire mes devoirs ni d'apprendre mes leçons. Le lendemain quand le prof m'engueulait parce que je n'avais rien fait, je n'étais pas capable de lui expliquer pourquoi.» C'est un cercle vicieux.

Les enseignants dans les commissions scolaires sont de plus en plus conscients du problème; certains sont même allés jusqu'à faire des pressions sur la CECM dans le quartier centre-sud à Montréal pour qu'un goûter qui était servi aux enfants ne soit pas supprimé sous prétexte d'économie.

#### Qu'est-ce que le regroupement attend du gouvernement?

En 1984, lorsque le gouvernement québécois a sorti son énoncé sur la politique en matière d'éducation des adultes, il a décidé d'accorder une priorité au dossier alpha. Cela s'est traduit par des crédits supplémentaires passant de 40 000 \$ à 1 400 000 \$ (donc assez considérables), une ouverture des programmes OVEPS qui a permis la création de 40 nouveaux groupes et une extension des programmes alpha dans les commissions scolaires.

L'an dernier, le gouvernement a remis un moratoire concernant l'accès de nouveaux groupes au programme de financement, ce qui a limité le développement de nouveaux groupes en alpha et, d'une certaine façon, imposé le statu quo au niveau du budget.

Parallèlement, une ouverture beaucoup plus grande se faisait à l'intérieur des commissions scolaires qui, pendant toute l'année dernière, a mené à un développement majeur à la fois au niveau des clientèles, des budgets et des heures/cours.

On se rend donc compte qu'il y a un début de volonté politique d'arriver à régler ce problème-là, ne serait-ce que par la mise sur pied de programmes spéciaux, entre autres pour les jeunes décrocheurs, et le rattrapage scolaire qui permet aux moins de 30 ans vivant sur l'aide sociale de recevoir 100 \$ de plus par mois s'ils acceptent de poursuivre leurs études. Donc, plusieurs mesures incitatives pour permettre aux gens d'avoir un plus grand accès à l'éducation. Cependant, on constate finalement que, pendant les deux dernières années, depuis l'énoncé de la politique, s'il s'est fait beaucoup de choses, ça a été de façon complètement anarchique sans aucune coordination, aucun plan ni stratégie d'action qui permette vraiment, à moyen terme, d'éliminer le problème.

«Au regroupement, précise Louise Miller, nous trouvons que ce sont des lacunes considérables. Ce que nous attendons du gouvernement, ce que nous demandons depuis au moins trois ans, est l'adoption par le gouvernement d'une politique d'alphabetisation ou tout au moins d'un plan d'action qui permettrait de s'assurer que l'on va lutter efficacement contre l'alphabetisme. C'est notre principale revendication.

«Nous pensons qu'un tel plan d'action doit se faire d'abord et avant tout avec les intervenants concernés, les gens du réseau public qui travaillent en alpha mais aussi les différents intervenants sociaux préoccupés par la question.

«Nous ne pensons pas qu'on puisse arriver à envisager vraiment une solution au problème à court, moyen et long termes. Ceci implique entre autres, pour les groupes populaires, une levée du moratoire afin de favoriser la création ou le développement des organisations de base qui travaillent en alpha. Ceci à court terme. Mais cela implique aussi l'assurance de pouvoir continuer notre travail sur un certain nombre d'années et non plus se demander si l'année suivante le groupe sera encore capable de fonctionner ou non. Pour faire un travail valable, il faudrait pouvoir planifier deux à trois ans à l'avance. Les demandes statutaires de financement, sont donc l'une de nos demandes tout en gardant comme idée principale celle d'un plan d'action qui implique toute la collectivité et permette de s'assurer que l'on va faire une intervention efficace et, qu'en l'an 2000, on n'aura pas à recommencer pour les jeunes analphabètes fraîchement sortis de l'école.

«J'aimerais bien penser, termine-t-elle, qu'en l'an 2000 aucun besoin ne se fera plus sentir en alpha, que l'alpha n'existera plus et qu'en envisageant toute une série de mesures parties intégrantes d'un même plan d'action qui s'échelonnent sur plusieurs années et permettra d'en aborder tous les aspects, on aura enfin éliminé l'alphabetisme.»

Certains pourront rétorquer que dans le système économique actuel, supprimer l'alphabetisme coûterait beaucoup trop cher au gouvernement mais, si on veut vraiment parler en termes économiques, on ne peut manquer de demander à combien s'élève la facture de l'alphabetisme.

#### Les groupes d'alpha peuvent-ils jouer un rôle dans les trois premières années d'école?

«Aucun, répond sans hésitation Louise Miller. C'est un problème qui requiert vraiment l'attention de spécialistes, de gens qui travaillent dans les écoles... Ce que nous souhaiterions c'est qu'à l'intérieur de la CEC, il y ait réellement des gens qui se penchent sur la question et qu'il y ait aussi au niveau du ministère de l'Éducation. Nous ne pensons pas avoir toutes les solutions, on travaille sur un problème, on peut l'identifier mais nous ne travaillons pas avec les enfants. À la limite, ce que nous pouvons faire à partir des cas et des vécus que nous apportent les analphabètes dans nos groupes c'est identifier les lacunes.

«Par contre, nous pouvons avancer des idées intéressantes, en particulier le groupe qui se spécialise avec les jeunes, et être des consultants très valables.»

Comme on le voit, le problème est d'envergure et nécessite une attention toute particulière. Claude Ryan est un humaniste. Il est très préoccupé par toutes ces questions mais il est aussi perdu dans la masse des économistes du gouvernement et l'on peut se demander s'il va pouvoir avoir une influence réelle et dans quelle mesure on va vraiment l'écouter...

MAIS, ... mais pour une fois l'espoir est tout de même permis!

#### Du côté de l'UNESCO

L'un des grands objectifs de l'UNESCO, remis sur le tapis lors de la 4<sup>e</sup> Conférence internationale sur l'éducation des adultes de 1985 (il y en a une tous les dix ans) dont les thèmes étaient l'Éducation des adultes, l'Alphabetisation et la Paix, est d'éliminer l'alphabetisme dans le monde d'ici l'an 2000.

La Sous-commission éducation pour l'UNESCO a présenté en mai dernier à l'ONU une demande visant à déclarer l'une des prochaines années, Année internationale de l'alphabetisation. 1987 étant déjà Année internationale du logement des sans-abri, il semblerait que celle de l'Alpha ne puisse prendre place avant 1988. Cette date paraît même trop rapprochée si l'on tient compte du fait que l'ONU, avant de le faire, veut donner le temps aux États-membres de préparer des plans intégrés d'élimination de l'alphabetisme fondés sur une approche globale.

Il est intéressant de noter que le Québec, juridiction provinciale, a accepté de pousser ce dossier-là à l'intérieur de la Sous-commission éducation pour l'UNESCO.

Le Regroupement des groupes en alphabetisation du Québec est intervenu par le biais de l'Institut canadien d'éducation des adultes (ICEA). Parallèlement à ces organismes, une autre démarche est en train et va dans le même sens, celle du Conseil d'éducation des adultes. Ce conseil est une organisation internationale qui rejoint des organismes volontaires à caractère national de 78 pays qui interviennent au niveau de l'éducation. Son fondateur est d'ailleurs canadien et le siège social est à Toronto. C'est une organisation non gouvernementale qui a des antennes très proches de l'UNESCO et qui, comme la commission canadienne, a assuré un leadership important pendant la 4<sup>e</sup> Conférence internationale sur l'éducation des adultes de l'UNESCO.



C'est dans cet état que s'est retrouvé le «Rainbow Warrior» de Greenpeace, à Auckland, en Nouvelle-Zélande.



Jacques Derogy et Jean-Marie Pontaut.

photothèque LA PRESSE

# Les Dupont-Dupond de l'Express enquêtent sur trois secrets d'État

PARIS — Dans le tout-Paris politique et journalistique, une affaire provoque depuis une semaine une certaine agitation souterraine. C'est-à-dire que les grands médias en ont fait leurs choux gras une journée et que depuis elle cons-



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE à Paris

collaboration spéciale

titue le sujet de conversation incontournable des «déjeuners en ville», mais que les hommes politiques refusent catégoriquement d'en parler publiquement.

L'affaire, c'est la publication aux Editions Robert Laffont d'un livre explosif de deux des meilleurs spécialistes des affaires politico-policières à Paris: «Enquête sur trois secrets d'État», de Jacques Derogy et Jean-Marie Pontaut, les Dupont-Dupond de l'Express.

Un livre de plus de 350 pages grand format plein de révélations et de récits croustillants.

Plat de résistance: le rocambolesque feuilleton du «Rainbow Warrior», du nom du navire de l'organisation écologiste Greenpeace, coulé de deux charges explosives, le 10 juillet 1985, dans le port d'Auckland en Nouvelle-Zélande (un mort).

## Coup tordu

On apprend dans le livre, entre autres détails, que le ministre socialiste de la Défense, Charles Hernu, malgré toutes ses dénégations (même après sa démission forcée), avait bel et bien ordonné dans le détail ce «coup tordu» aux antipodes pour parer à la menace des écologistes contre les essais nucléaires français. Que le président Mitterrand avait, au départ, approuvé le projet dans ses grandes lignes (un attentat «propre» et sans victime) et qu'au lendemain du drame a eu en main l'ensemble de dossier. Tout en prétendant hautement «vouloir savoir la vérité». Que la préparation de l'opération fut bâclée, que la gestion de la crise fut incohérente.

Que ce bon vivant de Charles Hernu, «qui a souvent des fins de digestion difficiles», était soupçonné par le premier mi-

nistre Fabius d'avoir très vaguement ordonné l'opération dans un vague grognement («l'hypothèse du «borborygme»). Plutôt que de l'avoir vraiment planifiée, etc., etc.

À Paris, donc, le livre produit des remous certains, et les détails les plus sanguinolents circulent dans les milieux «informés» tandis que la première édition s'épuise déjà dans les librairies.

## Pas d'opinion

Dans les milieux politiques, officiellement on n'est au courant de rien. Charles Hernu, plus que maltraité, déclare aux journalistes: «N'étant pas critique littéraire, je n'ai pas d'opinion sur cet ouvrage.» (sous-entendu: de fiction). Le premier ministre Chirac, de son côté, savoure avec modestie cet étalage désastreux pour le pouvoir socialiste sortant et le président «cohabitationniste» Mitterrand. Mais sans vouloir en rajouter (prudence élémentaire dans un domaine aussi sensible). Interrogé à la radio depuis Tahiti où il est en visite: «Allô? Je n'ai pas entendu la question...» Question répétée: «Allô? dit Chirac. Il y a de la friture sur la ligne, je n'en-

tends pas la question.» Dès que la journaliste passe à un autre sujet, la ligne téléphonique se rétablit instantanément. Pourquoi enfoncer un clou qui a déjà traversé la paroi de part en part?

En tout cas, autour du bureau des Dupont-Dupond à l'Express, il y a de la fébrilité. Quand j'arrive, il y a des journalistes de Libération qui attendent depuis une heure et demie. Ce matin il y avait la télévision suédoise. Pontaut-Derogy arrivent à la course: «On devait corriger pour la deuxième édition.» L'interview commence, pendant que les confrères patientent.

Le téléphone sonne. Derogy décroche: «Qui? Oui je le prends.» Il nous souffle: «C'est Grossouvre.» Petit frisson dans le bureau: Grossouvre, c'est l'éminente grise, le mystérieux bras droit de Mitterrand pour les affaires de renseignements et de services spéciaux. «Oui monsieur, vous pouvez parler, il y a un journaliste canadien dans mon bureau mais vos propos ne sont pas enregistrés comme vous le savez...» Suit une conversation à mi-voix sur les épisodes du livre où Gros-

souvre est mis en cause. Le tout débouchant sur une invitation à déjeuner dans les deux semaines. Les «sommets de l'État» s'intéressent décidément à cette nouvelle publication.

## Rien d'extravagant

Si rien d'extravagant (dans les grandes lignes) n'est révélé dans le livre de Derogy-Pontaut, par contre les confirmations sont détaillées et les détails sont savoureux. Principalement sur l'affaire Greenpeace.

— On y voit d'abord Hernu et les militaires concernés, inquiets des menaces des écologistes, monter une opération musclée pour «neutraliser» le «Rainbow-Warrior». Une opération «menée avec précipitation» (trois mois), et qui mobilise une quarantaine d'agents (dont vingt en Nouvelle-Zélande). «Une grosse opération illégale, nous disent les auteurs, mais comme la DGSE en monte plusieurs chaque année — il y en a eues de meurtrières et réussies au Liban, par exemple...»

— On y voit ensuite le pouvoir socialiste, partagé «entre l'angelisme et la naïveté d'un

côté, la raison d'état et le cynisme de l'autre», mener de front deux «gestions de la crise» parfaitement contradictoires.

## «Connerie»...

«Au lieu d'assumer dès le départ, disent les auteurs, et d'entamer dans les 48 heures une négociation secrète avec les Néo-Zélandais, le gouvernement proclame son innocence et pousse le ministre de l'Intérieur... à collaborer avec les policiers néo-zélandais. A Fabius qui déclare: «Je ne couvrirai pas une connerie pareille», Hernu répond que les services français ne sont en rien impliqués. Pour sauver la morale socialiste et usant d'un cynisme énorme, Mitterrand-Hernu laissent l'affaire pourrir. Alors que dès le 10 juillet les Néo-Zélandais attendent un émissaire, ils n'ont droit qu'à une lettre hautaine de Mitterrand le 16 septembre leur demandant de cesser leurs calomnies contre la France...»

Pontaut et Derogy se défendent d'être «scandalisés» par l'opération elle-même: «Ce n'est pas notre problème.

# Il faut de la patience pour faire des reportages inusités en URSS

## SUITE DE LA PAGE B 1

jeux d'après leurs règles et eux nous manipulent comme des marionnettes.

«La règle d'or, dit-il, c'est de n'accepter aucun colis, aucun document en dehors du circuit officiel. Un journaliste entreprenant peut encore accepter des samizdat (écrits circulants

sous le manteau) car c'est de la nouvelle et, s'il est pris, il risque l'expulsion au grand maximum. Mais jamais de photographies ni de documents secrets car cela ne relève plus de l'information mais de l'espionnage.»

«Les étrangers basés à Mos-

cou, diplomates et journalistes, prennent tous pour acquis que leur téléphone est écouté et que leur courrier est lu», dit Worthington.

«Je recevais du courrier où l'enveloppe était refermée avec tellement de colle, raconte-t-il, que la lettre restait fixée à l'intérieur. J'envoyais mes lettres avec une petite note qui disait: Messieurs du KGB, allez y mollo avec la colle!»

«La consigne, dit-il, c'est de ne pas fraterniser avec les Soviétiques car vous ne savez jamais à qui vous avez affaire. Des gens m'approchaient dans la rue avec des enveloppes ou pour me demander de les emmener à mon ambassade. D'instinct, je prenais le large.»

«Vous êtes condamné à la paranoïa, poursuit-il. J'ai connu des employés d'ambassades qui en cinq ans n'avaient vu que leur appartement et leur bureau. Ils se gardaient de s'aventurer à l'extérieur de crainte de divulguer malgré eux des secrets d'État. Or, ils n'avaient aucun secret à divulguer, même s'ils le voulaient!»

## Repiquage confortable

Aussi, le correspondant étranger se limite-t-il généralement au repiquage confortable de la presse officielle et au reportage sans risques des propos diplomatiques et journalistiques. Les Soviétiques préfèrent, selon Levy, ceux qui ne parlent pas le russe, car ils sont aussi plus faciles à contrôler.

«Le correspondant étranger à Moscou est encadré par des agents du régime, dit Worthington. Le système fonctionne ainsi. Nous versons en fait des salaires à des guides, des traducteurs, des caméraman pour nous espionner.»

«Rien ne se faisait sans approbation officielle, se souvient David Halton, mais lors de mes récentes visites en URSS, j'ai été impressionné par le nouveau style ouvert de Gorbatchev. On l'a vu avec la tragédie de Tchernobyl et, plus récemment, avec le naufrage de l'amiral Nakhimov. Mais l'affaire Daniloff nous renvoie

tout à coup plusieurs années en arrière.»

## Dans l'eau chaude

Worthington, auteur d'un livre intitulé *Looking for Trouble*, se trouva lui-même dans l'eau chaude à Moscou après que sa traductrice soviétique, en croisière sur la Méditerranée, eut fait défection au Liban en 1966.

«Le ciel me tomba sur la tête, raconte-t-il. Car à Moscou le premier soupçon se porte toujours sur l'étranger corrupteur et j'étais à la fois son employeur et un étranger. Ils me firent poireauter plus de trois mois avant de m'accorder un visa de sortie. Je fus exclu de briefings et conférences de presse. Ce fut la fin de ma carrière de correspondant en URSS.»

Un correspondant étranger maîtrisant la langue russe, comme ce fut le cas de Levy et comme c'est le cas de Daniloff, tombe par contre dans une autre catégorie, celle du journaliste dangereux qu'il faut surveiller encore plus étroitement.

## Patience et travail

«Car avec le russe, et avec patience et travail, vous pouvez pénétrer la société soviétique et faire des reportages inusités sur l'URSS», dit-il, en rappelant que Andrew Nagorski, de Newsweek, fut expulsé d'URSS il y a un an pour avoir réalisé de tels reportages.

Pour ce type de journalistes, les risques sont multiples et les dangers omniprésents, dit Levy. «Mais le goût du métier vous amènera à fréquenter les Soviétiques, à en faire des amis, à gagner leur confiance, et, inévitablement, à vous lier avec les dissidents ayant des critiques à formuler ou des samizdats à faire circuler.»

«Les pièges vous guettent à chaque pas, dit-il. Même si vous rendez service à des amis en leur achetant des jeans ou des disques lors de vos déplacements à l'étranger, car ils vous paient en roubles et vous courez alors le risque d'être accusé de trafic illégal de devises.»

Worthington se souvient du cas d'une correspondante de UPI, qui s'était fait de solides contacts au sein du milieu dissident et qui écrivait des articles embarrassants pour le régime.

«Elle fut piégée, droguée, photographiée dans des situations compromettantes et les clichés furent envoyés à ses éditeurs et circulés parmi ses collègues à Moscou. C'était du chantage, de l'intimidation, et UPI fut obligée de la transférer dans un autre pays.»

David Levy pense que c'est de cette catégorie de harcèlements que ressortit l'accusation de contrebande de bijoux que les Soviétiques menacent de porter contre Daniloff, en plus de la présomption d'espionnage qui pèse contre lui.

«Nick Daniloff termine son assignation pour US News and World Report mais il avait l'intention de rester encore un peu de temps en Union soviétique pour faire des recherches sur ses ancêtres. C'est peut-être bien la fin de ses recherches», dit Levy.

## La presse se mobilise

Plusieurs organisations de journalistes américains se sont mobilisées en faveur de la libération rapide de Nicholas Daniloff, le correspondant de US News and World Report emprisonné à Moscou depuis une semaine sur une présomption d'espionnage.

L'Association des correspondants du secrétariat d'État américain, dont Daniloff fut autrefois président, a adressé au chef du Kremlin, Mikhaïl Gorbatchev, un télégramme qualifiant d'«absurdes» les soupçons d'espionnage pesant contre Daniloff et réclamant sa libération immédiate.

Sigma Delta Chi, une fraternité professionnelle journalistique qui compte plus de 24 000 membres, a envoyé à M. Gorbatchev son propre télégramme décrivant comme «une cruelle manœuvre» l'arrestation de Daniloff et pressant le chef du Kremlin «dans les termes les plus énergiques» d'ordonner la libération de Daniloff, «faute de quoi l'URSS paraîtra comme un sévère État totalitaire où la justice n'est qu'un slogan.»

Overseas Writers, un club de journalistes à Washington, dont Daniloff fut également président, a adressé un message de protestation aux autorités soviétiques.

L'hebdomadaire US News and World Report a entrepris ses propres démarches. Son éditeur, David Gergen, est un ancien directeur des Communications de la Maison-Blanche et, à ce titre, très proche du président Ronald Reagan.

Le rédacteur en chef, Mortimer Zuckerman, s'est rendu à Moscou dès dimanche dernier et il ou avec les responsables soviétiques des entretiens qu'il a qualifiés de «fructueux mais non concluants.»

Il a estimé que ses interlocuteurs soviétiques ne semblaient pas au courant des détails de l'affaire. Il a surtout qualifié Daniloff d'«otage» et indiqué que celui-ci, proclamant son innocence, refusait d'être échangé contre quelqu'un qui a été accusé d'espionnage — le Soviétique Guennadi Zakharov arrêté à New York.

Le magazine a en outre retenu les conseils juridiques d'un grand négociateur en la personne de Cyrus Vance, l'ancien secrétaire d'État de l'administration Carter.

J.K.



Guennadi Zakharov, le Soviétique qu'on voudrait bien échanger contre le journaliste Nicholas Daniloff.

photothèque LA PRESSE

# LES 100 ANS DES F.I.C. EN AMÉRIQUE DU NORD

## La progéniture du frère Ulysse Baron est encore nombreuse

« Oui, nous avons encore des recrues. Savez-vous que, dans notre province de La Prairie, nous avons trois novices cette année? Et dans nos autres provinces au Québec, il y a peut-être une demi-douzaine de nouveaux frères chaque année. »



JULES BÉLIVEAU

Le frère Jean Laprotte n'en dira guère plus au sujet du recrutement dans sa communauté religieuse. Cela ne suffit-il pas, en effet, pour démontrer que les Frères de l'Instruction chrétienne, qui célèbrent cette année le 100<sup>e</sup> anniversaire de leur arrivée au Québec et en Amérique du Nord, demeurent relativement confiants au sujet de leur avenir?

Le secrétaire général de l'école secondaire Jean-de-la-Mennais reconnaît, mais sans en faire un drame, que l'accélération de l'histoire depuis 25 ans n'a pas épargné les F.I.C. : « Dans nos années de vaches grasses, un peu avant 1960, nous étions 1 000 au Québec et aux États-Unis. Nous sommes actuellement environ 500 et notre âge moyen est de 63 ans. »

### Une bonne connaissance de l'épreuve

Il est possible que le vent d'orage de ce dernier quart de siècle ait causé de plus grands dégâts dans certaines communautés religieuses. Il est cependant plus probable que la sérénité affichée par le frère Laprotte soit le produit direct d'une bonne connaissance de l'épreuve chez les fils de Jean de la Mennais et de Gabriel Deshayes. L'implantation des Frères de l'Instruction chrétienne au Québec en 1886 et surtout l'accroissement passablement rapide de leurs effectifs en Amérique du Nord au début du 20<sup>e</sup> siècle ne sont pas étrangers, en effet, à la persécution et à l'élimination des communautés religieuses en France sous la III<sup>e</sup> République.

Il ne viendrait sans doute pas à l'idée des F.I.C. d'aujourd'hui de célébrer la mémoire des persécuteurs de leurs devanciers, mais ils ne se privent pas de rendre hommage, et avec éclat, aux fondateurs de leur institut au Québec et aux États-Unis.

Un premier nom vient d'abord sur leurs lèvres : celui du frère Ulysse Baron, ce solide Breton qui, après avoir passé 10 ans à Saint-Pierre et Miquelon, a reçu de ses supérieurs la mission de jeter les premiers fondements de sa congrégation sur les bords du Saint-Laurent.

C'est le 21 mai 1886 que le frère Ulysse, en compagnie du responsable des missions des F.I.C. — qui devait retourner en France après seulement huit jours — a été accueilli par les jésuites du collège Sainte-Marie de Montréal. Lors de l'arrivée des frères Simplice, Ange, Clarence, placide et Méleusippe au même endroit trois mois plus tard (le 31 août), le frère Ulysse, qui se doutait sans doute qu'il aurait une nombreuse progéniture en Amérique, avait déjà bien les choses en mains : tout était réglé au collège des jésuites, où quatre frères allaient demeurer et enseigner; les deux autres frères étaient attendus à Chambly pour y dispenser leur enseignement à des écoliers et y établir la maison principale et le noviciat de la branche canadienne des F.I.C.

C'est ainsi que tout semblait partir d'un bon pied. Il fut rapidement décidé d'ériger la maison mère canadienne et le noviciat à La Prairie plutôt qu'à Chambly. Et, au cours des 16 années suivantes, 84 autres frères en provenance de la France étaient accueillis au Canada.

### L'invasion de 1903

En 1903, alors que le noviciat de La Prairie a déjà commencé à produire des petits frères canadiens pure laine, c'est pratiquement l'invasion : chassés par la loi Combes de la maison mère de Proermel, en Bretagne, plus d'une centaine de F.I.C. plus ou moins mal en point — dont plusieurs novices âgés de 15, 16 ou 17 ans — viennent grossir la famille.

Et quelle famille! Les Chroniques de la communauté racontent, par exemple, comment des frères « ayant passé par là » cherchent par tous les moyens à encourager les nouveaux venus et à alléger leurs angoisses du mal du pays. Mais l'exigüité soudaine des locaux, la gêne causée par l'insuffisance des ressources financières et, donc, des garde-manger ne sont pas sans occasionner quelques tensions. Puis il y a le choc des cultures entre les frères canadiens et les frères français. Un exilé, le frère Cléonique-Joseph, a confié par écrit ses souvenirs de ces pénibles moments :

« Nous encombrions la maison. D'accord. Cet encombrement et les premiers contacts entre nous et les jeunes Canadiens firent naître et croître à l'excès des malaises. Nous eûmes d'abord quelques hésitations sinon des difficultés à comprendre leur phrase multi-accentuée et segmentée, gravée par ailleurs d'étrangetés de prononciation et d'articulations, choses que nous eûmes vite analysées sans nous choquer. Il nous était désagréable à nous comme à eux de les

faire se répéter. Nous ne pouvions pas non plus de temps à autre ne pas faire quelque remarque assaisonnée à la gauloise. (...) On en vint à des discussions acerbes, même à des rixes. Après un échange de coups, un d'entre nous reprit le bateau pour la France. Les tablées au réfectoire devinrent envenimées. Je me rappelle pour ma part avoir lancé un pain entier en diagonale jusqu'au bout de la salle à la face d'un opposant. »

Grâce notamment au doigté du directeur des novices et des scolastiques, le frère Ermel, les hostilités fraternelles finissent



Le frère Jean Laprotte : « Dans nos années de vaches grasses, un peu avant 1960, nous étions 1 000 au Québec et aux États-Unis. » photos Paul-Henri Talbot, LA PRESSE



Le frère Laprotte devant une statue érigée en hommage à Jean de la Mennais ornant les terrains de la maison mère canadienne des F.I.C. à La Prairie.

pendant par s'apaiser. Et la communauté comprend sans trop de peine que des tâches plus élevées doivent accaparer le meilleur des énergies des F.I.C. : par exemple, l'enseignement

dans les écoles de garçons de Chambly, de Sainte-Scholastique, de Verchères, de La Prairie, de Saint-Cuthbert, de Saint-Ours, de Louiseville, de Buckingham, etc. La liste est aussi

longue des écoles de Montréal où la communauté est également présente : Saint-Jean-Berchmans (aujourd'hui Delaudière), dans la paroisse de l'Immaculée-Conception, Sainte-Élisabeth, Saint-Stanislas, Saint-François-Xavier, Saint-Edouard (nommée La Mennais depuis 1899) et, bien sûr, le collège Sainte-Marie.

Puis il y a les missions, auxquelles les F.I.C. du Canada ne peuvent se dérober : dès 1903, des frères quittent La Prairie pour Haïti.

Au cours des années suivantes, la communauté s'étendra tant à l'intérieur du Canada et des États-Unis que dans d'autres pays. Des noms viennent péle-mêle : Dolbeau, Nouveau-Brunswick, Saint-Romuald, Égypte, Ville Jacques-Cartier, Uganda, Cap-Rouge, Sept-Iles, Plattsburg (N.Y.), Shawinigan, Montréal-Sud, Phillipsburg, Oka, Canton (Ohio), Kenya, Laffèche, Tracy, Farnham, Contrecoeur, Tanzanie, Cowansville, Seychelles, Japon, Rwanda, Zaïre. Que d'endroits — ils ne sont pas tous nommés — où les Frères de l'Instruction chrétienne du Québec et des États-Unis ont refait l'expérience de l'exil de leurs frères bretons!

### Les manuels scolaires

L'épopée québécoise des Frères de l'Instruction chrétienne, qui sont par nature et par vocation des hommes modestes, ne peut être effleurée sans qu'une mention soit faite de leur contribution à la composition et à la publication de manuels scolaires, les uns destinés aux élèves, les autres aux maîtres. Plusieurs générations actuelles se souviennent par ailleurs de la revue *L'Abéille*, qui a enchanté petits et grands pendant plus d'un quart de siècle à compter de 1925.

Aujourd'hui, les Frères de l'Instruction chrétienne, que certains ont appelés les frères paroissiaux en raison de leur profonde implication dans les écoles et autres oeuvres et associations paroissiales, sont moins

visibles : ils ne portent plus la soutane et le crucifix qui les ont longtemps distingués d'autres religieux; moins nombreux qu'auparavant, ils se sont également retirés, au moment des bouleversements survenus dans le système de l'éducation au Québec, d'un bon nombre d'écoles souvent fondées et dirigées par eux.

On retrouve toutefois des F.I.C. dans plusieurs institutions d'enseignement privées, tant des externats que des pensionnats. Quelques-unes de ces maisons mettent un accent particulier sur l'orientation vocationnelle. Des frères travaillent dans des établissements scolaires du secteur public au collégial, au secondaire, au primaire ou dans les services administratifs des commissions scolaires. D'autres membres de la congrégation, enfin, oeuvrent dans des organismes diocésains et paroissiaux ou sont au service d'enfants mésadaptés sociaux dans des centres d'accueil.

Et dans 100 ans? Le frère Laprotte n'attendait pas cette question, même s'il a reconnu qu'elle méritait d'être posée.

« Je ne sais pas », a-t-il fini par répondre. Et il a ajouté : « Il y a les voies de la Providence... »

## Une messe solennelle

Pour célébrer le centenaire de l'arrivée des Frères de l'Instruction chrétienne au Québec et en Amérique du Nord, Mgr Paul Grégoire célébrera une messe solennelle en l'église de l'Immaculée-Conception, à Montréal, le samedi 20 septembre, à 14 h 30.

Cet événement réunira des membres de l'Institut de même que des amis et collaborateurs anciens et actuels, des religieuses, des religieux et des prêtres.

## SELON LA PRÉSIDENTE DE L'ACDI

# L'aide au tiers-monde a été une réussite

Les récents ajustements à la baisse des objectifs de l'aide canadienne dans le tiers monde n'entraîneront pas l'élimination de projets, affirme la présidente de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), Margaret



PIERRE VINCENT

Catley-Carlson ne croit pas, par ailleurs, que les diverses études sur les relations internationales du Canada, commandées par les conservateurs à leur arrivée au pouvoir, amèneront une réévaluation en profondeur des politiques de l'ACDI.

Pour elle, du reste, pas de doute : l'ACDI est déjà sur la bonne voie et doit continuer sur sa lancée actuelle. Margaret Catley-Carlson estime, en fait, que les programmes de développement mis de l'avant par les pays riches dans le tiers monde, au cours des vingt ou trente dernières années, constituent globalement une remarquable réussite.

Non seulement, soutient-elle, ont-ils permis des progrès considérables aux chapitres de la production agricole, de l'alphabetisation et de l'espérance de vie, mais, en plus, ils ont

contribué au miracle économique survenu récemment dans certains anciens pays pauvres.

« Prenez l'exemple de la Corée du Sud, fait valoir la présidente de l'ACDI au cours d'une entrevue avec LA PRESSE. Notre dernier programme d'aide s'y est terminé il y a à peine neuf ans, et aujourd'hui ce pays a une économie qui se porte tellement bien qu'il vient investir chez nous. En fait, tout le miracle économique dans l'Asie du Sud-Est illustre à merveille comment des pays très pauvres, il y a tout juste quinze ans, ont pu, grâce à l'aide de pays riches comme le Canada, remonter la pente. »

« L'espérance de vie est, au cours de la même période, passée de 37 à 47 ans en Afrique, poursuit Margaret Catley-Carlson. Le degré d'alphabetisation n'a jamais été aussi élevé dans le monde, à ce point que la demande d'enseignants dans de nombreux pays est devenue inexistante parce qu'ils peuvent aujourd'hui former leurs propres professeurs. Et, chose inimaginable il y a dix ans, l'Inde est aujourd'hui un pays autosuffisant en céréales. »

### 0,5 p. cent du PNB

Depuis sa création, il y a exactement dix-huit ans ce mois-ci, l'ACDI est responsable de la majeure partie de l'aide canadienne (quelque \$2,5 milliards pour l'exercice 86-87) dans des dizaines de pays en

voie de développement. Seuls pays non admissibles, en ce moment : Afghanistan, Cuba, Iran, Kampuchea, Laos, Libye et Vietnam.

Le budget de l'aide canadienne dans le tiers monde est lié au taux de croissance de notre produit national brut. Toute augmentation de notre PNB entraîne automatiquement une hausse des sommes consacrées au développement international. Selon cette formule, Ottawa prévoit ainsi dépenser \$13,6 milliards au cours des cinq prochaines années, soit 0,5 p. cent de notre PNB. Ce sera toutefois moins que ce qu'avait annoncé le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Joe Clark, devant les Nations unies en 1984. Le ministre avait alors promis d'élever, avant la fin de cette décennie, à 0,7 p. cent de notre PNB l'aide publique au développement. Cet objectif est reporté à l'an 2000.

Cette réorientation aura pour effet de ralentir la progression de l'aide canadienne à l'étranger de \$83 millions en 86-87 et de \$205 millions en 87-88. « Nous ne serons cependant pas forcés de couper dans les programmes prévus, soutient la présidente de l'ACDI. Nous mettrons simplement plus de temps à réaliser les projets. Ainsi, par exemple, au lieu d'expédier cinq locomotives en un an dans tel pays, nous nous contenterons d'en envoyer trois. »

Avec plus d'un millier de projets, de l'édification de grands barrages à la construction de puits de village, le programme d'aide de gouvernement prend la plus grosse part du budget (41 p. cent). La contribution aux programmes d'organismes internationaux, comme la Banque mondiale et le Commonwealth, retient l'autre gros morceau du budget avec 33 p. cent. Quant à la participation financière de l'ACDI aux quelque 3 500 à 4 000 projets d'organismes non gouvernementaux et bénévoles impliqués dans plus de cent pays, elle re-

présente moins de neuf p. cent du budget.

### Des biens et des services canadiens

En somme, l'aide humanitaire canadienne c'est d'abord et avant tout un moyen de vendre des biens et des services canadiens dans le tiers monde. Un moyen pour venir en aide à des pays pauvres, mais aussi d'enrichir des sociétés canadiennes. Bref, le gouvernement canadien a érigé en système le fameux principe selon lequel on ne lance pas de poissons aux gens affamés, mais on leur apprend à pêcher... avec des can-

nes made in Canada et des instructeurs canadiens.

« Nous ne sommes tout de même pas pour faire appel à des sociétés japonaises pour réaliser, par exemple, nos programmes d'aide aux pêcheurs sénégalais, s'empresse de préciser Margaret Catley-Carlson. Il est tout à fait normal que nous utilisions des biens et services canadiens. Quant à la faible portion de notre budget consacrée à l'aide humanitaire à proprement parler, encore là rien d'étonnant : l'ACDI n'est pas un organisme de charité. »

Et tout indique que le gouvernement Mulroney maintiendra cette vocation. Les rapports d'études, déjà publiés ou sur le point de l'être, ne recommanderont pas de révolutionner les politiques de l'ACDI. « Vous savez, les révolutions ce n'est pas tout à fait le style du Canada, mais plutôt celui de nos clientèles », note, avec une pointe d'ironie, la présidente de l'ACDI.

Un porte-parole de la nouvelle ministre responsable de l'ACDI, Monique Landry, confirmera d'ailleurs à LA PRESSE que le gouvernement conservateur est globalement très satisfait de son agence de développement international. « Nous y trouvons sans doute parmi les fonctionnaires les plus heureux, les plus motivés et les plus productifs de tout l'appareil gouvernemental. Ils voyagent, ils ont des défis intéressants à relever et ils se sentent valorisés dans leur travail », note-t-elle.



La présidente de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), Mme Margaret Catley-Carlson.

# Pourquoi y a-t-il moins de chômeurs en Suisse qu'ailleurs?

■ Pourquoi la Suisse a-t-elle un taux de chômage «anormalement» bas? Cette question intrigue — et pour cause — depuis fort longtemps. Lorsque les autres pays de l'OCDE enregistrent des taux variant entre 5 et

**ALAIN BORGOGNON**  
collaboration spéciale

15 p. cent, la Suisse «se contente» d'un faible 0,8 p. cent. Fin novembre, il n'y avait en effet que 23 305 personnes qui cherchaient un emploi pour une population numériquement identique à celle du Québec.

Les idées reçues et les clichés sont légions pour tenter d'expliquer ce phénomène tout de même exceptionnel et qui dure depuis plus de 60 ans. On attribue ainsi volontiers des vices ou des vertus aux Helvètes: ils travaillent plus fort, ils trichent avec les statistiques, ils exportent leur chômage en renvoyant les travailleurs étrangers, etc... Un condensé des nombreuses études réalisées sur le sujet — et notamment la plus récente, celle de l'Employment Research Center de l'Université de Buckingham, en Angleterre — permet toutefois de jeter un regard plus rationnel sur le «cas suisse» ou, à tout le moins, de séparer le mythe de la réalité.

Ainsi, en examinant la structure industrielle du pays, un certain nombre d'explications «du phénomène» s'imposent rapidement. Par exemple, le fait que la Suisse ne dispose pas, ou très peu, d'industries lourdes

comme l'automobile, l'aéronautique, la métallurgie, etc... la protège des restructurations cycliques qui sont presque toujours synonymes de chômage. Dans le même sens, l'absence quasi-totale de richesses naturelles met aussi le pays à l'abri des fluctuations internationales sur les prix du fer, du papier, du pétrole, etc... «On s'en tire bien parce qu'on n'a rien» disent souvent les Suisses en boutade! Un des atouts helvétiques est que les grandes régions du pays n'ont «jamais mis tous leurs oeufs dans le même panier». Cette diversification industrielle au niveau régional permet d'absorber plus facilement les chômeurs qui proviennent des secteurs économiques en perte de vitesse.

Cette décentralisation industrielle a son équivalent au chapitre des relations de travail. «A cause de l'étroitesse de notre marché intérieur, sur quatre machines fabriquées en Suisse, trois doivent absolument être exportées. Cette donnée fondamentale à notre survie économique «oblige» en quelque sorte les patrons et les syndicats à s'entendre» explique M. Cornelio Sommaruga, le secrétaire d'État au Commerce extérieur. Pratiquement, cette «obligation» fait que les salaires réels versés par les entreprises suisses sont les plus flexibles de l'OCDE. «Cette souplesse salariale permet, dans les faits, de sauvegarder les emplois les plus menacés par la concurrence étrangère», constate notamment l'étude de l'Université de

Buckingham. Elle remarque aussi que les syndicats suisses mettent beaucoup plus l'accent sur la sauvegarde de l'emploi que sur les avantages salariaux.

À ces principales causes structurelles du «miracle suisse», les économistes ajoutent souvent la formule originale d'intégration des jeunes au marché du travail. Dès 16 ans, les adolescents(es) travaillent quatre jours par semaine dans une entreprise. La cinquième journée est réservée à des cours théoriques dans une école spécialisée. L'apprentissage dure en moyenne trois ou quatre ans suivant les métiers. Très souvent, l'apprenti reste à l'emploi de son patron au terme de sa formation.

Ce résumé de la réalité structurelle de la Suisse pourrait faire croire que les Helvètes «font beaucoup avec peu», d'autant plus qu'ils sont au sommet de l'échelle mondiale de la richesse par habitant. Une telle conclusion ne serait cependant que très partiellement juste. En effet, certains facteurs qui expliquent le faible taux de chômage en Suisse n'ont, dans les faits, rien à voir avec la volonté ou l'astuce des habitants du pays.

Par exemple, de tous les pays industrialisés, la Suisse est celui où le nombre de personnes en âge de travailler a le moins augmenté au cours de la dernière décennie. C'est aussi le seul pays à l'OCDE — avec l'Allemagne — à avoir connu une baisse de sa population active entre 1973 et 1980, soit 5,8 p. cent. A titre de comparaison,

pendant la même période, les autres pays industrialisés voyaient leurs populations actives augmenter de 9,4 p. cent en moyenne. Autre point important: lors de la crise économique de 1974, un nombre considérable de salariés suisses — surtout des femmes — s'est tout simplement retiré du marché du travail. Ce comportement des travailleurs(euses) a bien sûr absorbé une bonne partie des emplois éliminés durant cette période économique difficile. Enfin, une autre donnée mérite également d'être prise en considération. Seulement 40 p. cent des Suisses exercent une activité lucrative; en comparaison, 60 p. cent des Canadiennes et 52 p. cent des Françaises en font autant. Il n'est bien sûr pas nécessaire d'être économiste pour comprendre que toutes ces données éclaboussent le mythe du «miracle suisse»!

Un cliché veut que la Suisse ait exporté son chômage en renvoyant chez eux, il y a dix ans, des dizaines de milliers de travailleurs étrangers. Il est effectivement vrai que des 300 000 emplois perdus lors de la crise de 1974-76, environ les deux tiers ont été «absorbés» par le départ de travailleurs étrangers, constatent les économistes. Mais ils ajoutent que ces départs ont, d'un autre côté, accentué la récession en diminuant la demande intérieure. De plus, les rapports notent que les étrangers qui sont partis représentaient une main-d'oeuvre bon marché.



Pendant qu'au Québec le taux de chômage oscille autour de 11 p. cent, en Suisse, il s'établit à moins de 1 p. cent.

**285-7111**

**LES ANNONCES CLASSÉES**

POUR VENDRE VITE, VITE, VITE IL ME FAUT LA PRESSE!

**la presse**

**MERCREDI DANS ALIMENTATION**

**Le pot-au-feu par Françoise Kayler**

**la presse**

**PRIX EXCEPTIONNEL SUR BALANCE DE STOCKS.**

**PRIX EXCEPTIONNEL. Balance de stocks. Installation rapide si vous le désirez.**

**Balance de stocks. PROTÉGEZ VOTRE PRIX.** Protégez-vous des augmentations, utilisez le plan mise de côté et payez en MAI 1987.

**PROTÉGEZ VOTRE PISCINE CONTRE L'AUTOMNE ET L'HIVER**  
Procurez-vous une toile hivernale:  
Ronde 15 pi. \$ 49<sup>99</sup>    Ronde 21 pi. \$ 69<sup>99</sup>  
Ronde 18 pi. \$ 59<sup>99</sup>    Ronde 24 pi. \$ 79<sup>99</sup>  
À l'achat de votre toile, obtenez GRATUITEMENT un ballon d'hiver, d'une valeur de \$19<sup>99</sup>; il protégera les parois de votre piscine en absorbant l'expansion causée par la glaciation de votre eau.  
**\$5 DE RABAIS** à l'achat d'une TROUSSE CHIMIQUE d'hiver et d'un HIVERCIDE ou d'un POOL-AID.

**Jusqu'à 50% DE RABAIS sur les meubles en inventaire.**

<b>Langueuil</b> 625, Parc Paris Canada 527-8817	<b>Laval</b> 1770, boul. des Laurentides 384-4581	<b>Brossard</b> 6665, boul. Taschereau 678-6655	<b>Repentigny</b> 545, rue Notre-Dame 885-0100	<b>Trois-Rivières</b> 2525, rue Fleury 376-7711	<b>Drummondville</b> 1070, boul. Les Galeries 474-2777
<b>St-Hyacinthe</b> 2065, rue Clermont 772-5687	<b>Soreil/Tracy</b> 264, route Marie-Victorin 742-7962	<b>Châteauguay</b> 278, boul. Arès 691-5030	<b>Shawinigan</b> 1423, 41 <sup>e</sup> rue 539-4431	<b>Joliette</b> 303, boul. Antoinette-Berthe 759-8110	<b>St-Georges-de-Beauce</b> Maison Centre des Presses 4100, route Kennedy 774-9514
<b>Granby</b> 648, rue Principale 378-4944	<b>Sherbrooke</b> (Rock Forest) 4701, boul. Bourque 564-8811	<b>Victoriaville</b> (Arthabaska) 54, rue Girouard 357-8344	<b>St-Thérèse</b> 250, boul. Labelle 435-1983	<b>Black Lake</b> 735, boul. Frontenac 425-2785	

**CENTRE CITADELLE**

Lundi au mercredi de 9 h 00 à 18 h 00  
Jeudi et vendredi de 9 h 00 à 21 h 00  
Samedi de 9 h 00 à 17 h 00  
Dimanche Fermé